



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Stratégie urbaine du PAM

Atteindre la faim zéro dans un monde
en voie d'urbanisation

Avril 2023



27

27

48

30

5

13

26

22

23

25

28

9

11

17

17

15

23

11

11

11

11

29

14

25

25

10



Sommaire

Introduction	4
Pourquoi cette stratégie?	4
Contexte	6
1.1 Pourquoi les zones urbaines sont-elles importantes pour atteindre la faim zéro?	7
1.2 Qui est exposé au risque de faim et de malnutrition dans les zones urbaines et pourquoi?	10
1.3 Tirer parti des opportunités urbaines	12
1.4 Lien avec les engagements mondiaux	12
La réponse du PAM dans les zones urbaines	13
2.1 Vision	14
2.2 Priorités urbaines	15
2.3 Modes de soutien	18
2.4 Domaines de travail	19
Effet direct stratégique 1. Les populations satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents	21
Effet direct stratégique 2. Les populations obtiennent de meilleurs résultats sur le plan de la nutrition, de la santé et de l'éducation	23
Effet direct stratégique 3. Les populations disposent de moyens d'existence améliorés et durables	26
Effet direct stratégique 4. Les programmes et les systèmes nationaux et locaux sont renforcés	28
Effet direct stratégique 5. Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement sont plus efficaces et plus efficaces	30
2.5 Mise en œuvre des priorités transversales du PAM dans les zones urbaines	33
Assurer le succès	35
3.1 Au service de l'objectif visé: réorientations de la politique de programme pour concrétiser la vision urbaine	36
Réorientation 1: renforcer nos partenariats pour la programmation urbaine	37
Réorientation 2: adapter les données et les mesures aux contextes urbains	39
Réorientation 3: atteindre les plus démunis grâce à un ciblage centré sur les personnes	40
Réorientation 4: tirer parti des liens entre les zones rurales et urbaines pour l'efficacité et la transformation des systèmes alimentaires	41
Réorientation 5: intégrer les efforts dans les processus de planification urbaine et de développement territorial	43
3.2 Facteurs favorables	44
Moyens de mise en œuvre	45
Références	46
Sigles	48
Crédits photographiques	49

Introduction

Pourquoi cette stratégie?

Le monde devient de plus en plus urbain: 4,5 milliards de personnes (55 pour cent) de la population mondiale vivent actuellement dans des zones urbaines et **70 pour cent de tous les aliments produits dans le monde** sont destinés à être consommés dans des environnements urbains. Le fardeau de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition se déplace des zones rurales vers les zones urbaines, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire et les pays les moins avancés, où de nombreux citoyens ont du mal à faire face au coût élevé de la vie ou à acquérir suffisamment de nourriture pour satisfaire leurs besoins nutritionnels minimaux. De nombreuses villes et populations urbaines sont aussi particulièrement vulnérables à diverses formes de conflits, de chocs climatiques et économiques, tandis que les fluctuations internationales et nationales du coût des denrées alimentaires et des carburants entraînent une hyperinflation, une aggravation de la pauvreté et une augmentation du nombre de personnes manquant de nourriture. Avec cette stratégie, le PAM reconnaît ces tendances et souligne que l'environnement urbain est un contexte opérationnel crucial afin de parvenir à la faim zéro pour le grand pourcentage de la population qui se concentre aujourd'hui dans les villes.

La stratégie urbaine vise à structurer les intentions et les priorités du PAM dans les zones urbaines ainsi qu'à fournir un cadre et une orientation stratégique pour ses activités afin de répondre aux besoins urgents et de contribuer systématiquement à l'objectif « faim zéro » dans les villes. En interne, elle vise également à aider les bureaux régionaux et les bureaux de pays à encadrer les discussions, à contribuer à formuler des énoncés

de problèmes et à définir des solutions spécifiques au contexte adaptées aux environnements urbains, conformément au Plan stratégique du PAM pour 2022-2025 ainsi qu'à son mandat et à son avantage comparatif.

La stratégie est divisée en quatre sections. Le **chapitre I** plante le décor, délimite le problème et explique pourquoi il est crucial d'agir maintenant. Le **chapitre II** présente le cadre stratégique établi afin de concrétiser la vision du PAM pour les zones urbaines, comprenant ses priorités urbaines, les modes de soutien et ses domaines de travail globaux, conformément aux cinq domaines de résultats institutionnels pour 2022-2025. Le **chapitre III** décrit les principales réorientations de la politique de programme nécessaires pour concrétiser la vision et les autres facteurs favorables, et le **chapitre IV** résume les moyens de mise en œuvre.

La stratégie urbaine s'appuie sur les recommandations politiques de 2002,¹ est éclairée par des données probantes opérationnelles et analytiques et a été élaborée grâce aux compétences du siège mondial,² des bureaux régionaux³ et des bureaux de pays, ainsi qu'aux enseignements tirés des interventions menées par le PAM dans des zones urbaines au cours des vingt dernières années.

1 Voir « L'insécurité alimentaire en milieu urbain: stratégies pour le PAM » (WFP/EB.A/2002/5-B)

2 Le processus d'examen au niveau du siège a été conduit par les membres du groupe des effets directs stratégiques et a bénéficié des contributions des équipes des domaines suivants: nutrition, protection sociale, transferts monétaires et bons, recherche, évaluation et suivi (RAM), chaîne d'approvisionnement, gestion du cycle de programme (PRO-M), renforcement des capacités nationales, unité « Création d'actifs, moyens de subsistance et résilience » (PROR-L), Division de la technologie, Bureau des questions de parité entre les sexes, préparation et réponse aux situations d'urgence, Division des partenariats stratégiques, programmation en milieu scolaire, initiative de ciblage RAM/PRO-P, systèmes alimentaires, unité « Climat et réduction des risques de catastrophe » (PRO-C), équipe chargée de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix ainsi que de la sensibilité aux conflits, accélérateur d'innovation (INK), ainsi que groupes des télécommunications d'urgence, de la logistique et de la sécurité alimentaire.

3 Le processus d'examen au niveau des bureaux régionaux a été dirigé par les conseillers principaux de programme régional en tant que membres du comité de pilotage urbain, et a bénéficié des contributions des équipes régionales, des points focaux dans tous les domaines programmatiques, ainsi que de certains bureaux de pays. Des consultations sur le deuxième projet ont été organisées avec les directeurs régionaux et de pays.





1.

Contexte



1.1 Pourquoi les zones urbaines sont-elles importantes pour atteindre la faim zéro?



Le monde est de plus en plus urbain.

4,5 milliards de personnes, soit 55 pour cent de la population mondiale, vivent actuellement dans des zones urbaines. D'ici 2050, on estime que ce nombre augmentera de 2,3 milliards, soit environ **215 000 personnes par jour**. La majeure partie de cette croissance se concentrera dans les pays à revenu intermédiaire et faible, dont 90 pour cent devraient se situer en Asie et en Afrique.⁴

Cette grande tendance à l'urbanisation et plusieurs facteurs interdépendants (figure 1.1) font augmenter le nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en milieu urbain. Ces facteurs comprennent l'**augmentation de la pauvreté urbaine**, la prévalence des **inégalités urbaines**, la concentration des **risques et le cumul des vulnérabilités** dans les villes densément peuplées, ainsi que les **transitions foncière et nutritionnelle** qui transforment profondément les relations entre les zones rurales et urbaines et, par conséquent, le système alimentaire.



Avec les populations, la pauvreté augmente aussi dans les villes.

L'urbanisation a dépassé la croissance macroéconomique dans la plupart des pays à revenu faible ou intermédiaire. En conséquence, des millions de personnes n'ont pas pu bénéficier des avantages généralement associés à la vie urbaine, notamment de meilleures possibilités d'emploi, l'accès à des services de base opérationnels et à l'éducation.

Bien que la pauvreté reste plus répandue dans les zones rurales, des centaines de millions de personnes pauvres vivent déjà dans les villes, et la pauvreté urbaine en chiffres absolus augmente rapidement. Selon la Banque mondiale, 97 millions de personnes ont basculé dans l'extrême pauvreté à la suite de la pandémie de Covid-19,⁵ une première analyse réalisée sur 110 pays estimant que les nouveaux pauvres sont plus susceptibles de vivre dans des zones urbaines et de travailler dans des secteurs non agricoles tels que l'économie informelle, la construction et l'industrie manufacturière.⁶



Les inégalités économiques, sociales et spatiales se creusent et s'accroissent dans les villes.

Les villes sont plus inégalitaires que les zones rurales.⁷ Pour plus des deux tiers de la population urbaine mondiale, soit environ 2,9 milliards de personnes, l'inégalité des revenus s'est accrue depuis 1980.⁸ L'inégalité urbaine possède des dimensions sociales, politiques, économiques et spatiales. Par exemple, les particularités des personnes, telles que le sexe, l'âge, le handicap, la race, l'ethnie, la religion, l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre ou les caractéristiques sexuelles, peuvent dicter le montant de leurs revenus et l'endroit où elles peuvent s'installer dans la ville, et cet endroit peut à son tour influencer les possibilités d'emploi et les services auxquels elles ont accès. Ces dynamiques tendent à regrouper les populations vulnérables dans des endroits défavorisés, l'exemple le plus courant étant celui des bidonvilles et des habitats informels.⁹

Figure 1.1 - Facteurs interdépendants ayant un impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines.



4 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, 2019.

5 Gerszon Mahler et al., 2022.

6 Banque mondiale, 2020, p. 11.

7 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, 2020, p. 108.

8 ONU-Habitat, 2020.

9 Au moins un milliard de citoyens vivent dans des conditions précaires, dans des bidonvilles ou des habitats informels, 80 pour cent étant répartis dans trois régions: l'Asie de l'Est et du Sud-Est (370 millions), l'Afrique subsaharienne (238 millions), l'Asie centrale et du Sud (227 millions). On estime que 3 milliards de personnes auront besoin d'un logement adéquat et abordable d'ici 2030.

L'exclusion et la marginalisation urbaines sont également difficiles à repérer, car elles peuvent être dues à des normes sociales et culturelles, des discriminations institutionnelles et/ou une répartition inégale du pouvoir et des ressources. Il en résulte une importante population urbaine dont les possibilités sont limitées, qui n'a pas accès aux services de base et dont le pouvoir d'achat est restreint, et qui est donc plus susceptible de souffrir de la faim ou de la malnutrition, et moins à même de gérer les risques et d'absorber les chocs.

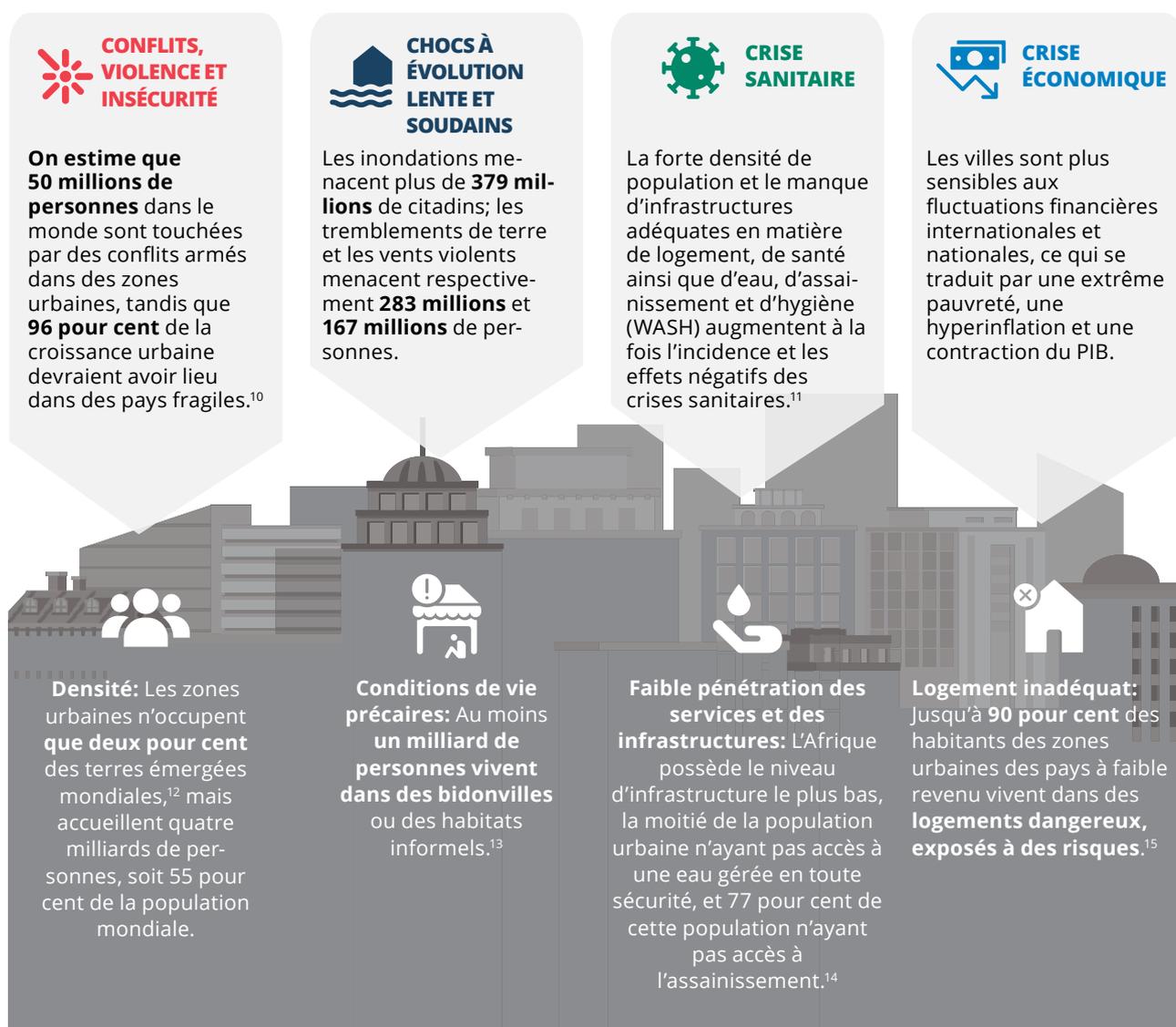


L'urbanisation entraîne la concentration spatiale des risques et le cumul des vulnérabilités.

L'expansion rapide et souvent non planifiée des zones urbaines, associée à la croissance démographique et à l'augmentation de la densité,

provoque une **concentration spatiale des risques dans les villes** (figure 1.2). L'exposition des personnes aux risques liés aux conflits, au climat, à l'économie ou à la santé augmente lorsque celles-ci vivent dans des logements informels ou précaires, où de multiples dangers et vulnérabilités se superposent et se renforcent les uns les autres. Ces chocs, qui se produisent parfois en même temps, exercent aussi une pression considérable sur des infrastructures, des systèmes commerciaux et locaux (y compris les chaînes d'approvisionnement) déjà fragilisés, des économies locales faibles, des collectivités locales aux ressources limitées et des populations urbaines pauvres.

Figure 1.2 - Concentration spatiale des risques dans les zones urbaines



10 CICR, 2015

11 En témoignent les épidémies de maladies d'origine hydrique telles que le choléra ou la fièvre typhoïde dans les zones urbaines, le rôle joué par les zones urbaines surpeuplées dans l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest et, plus récemment, l'impact disproportionné du Covid-19 dans les zones urbaines, 90 pour cent des cas étant recensés dans les villes.

12 ONU-Habitat, 2020, p. xix.

13 ONU-Habitat, 2020

14 OMS et UNICEF, 2021

15 UNDRR, 2015



L'urbanisation rapide et non planifiée entraîne les transitions foncière et nutritionnelle:

- **La transition nutritionnelle:** L'urbanisation modifie l'approvisionnement alimentaire, l'environnement alimentaire¹⁶ et les comportements des consommateurs. L'alimentation évolue des régimes traditionnels vers des régimes contenant moins de fibres et de nutriments et plus de calories, de sucre et de graisses saturées. La consommation d'aliments transformés a augmenté chaque année de 5,45 pour cent dans les seuls pays à revenu intermédiaire.¹⁷ Ce nouvel environnement alimentaire (urbain) en pleine évolution crée une dichotomie dans laquelle la faim et les carences nutritionnelles coexistent avec l'obésité, parfois au sein du même ménage. Par exemple, le fait de vivre dans une zone urbaine a été associé à une augmentation du nombre de femmes en surpoids dans plusieurs pays,¹⁸ tandis qu'un enfant sur trois vivant dans une zone urbaine souffre d'un retard de croissance,¹⁹ un chiffre qui atteint 54 pour cent dans les familles à faible revenu. Il en résulte un « triple fardeau » de malnutrition (dénutrition, carences en micronutriments et obésité) qui est lié à l'urbanisation, à la commercialisation, à l'accessibilité et au caractère abordable des aliments sains, et qui constitue donc un problème de plus en plus important pour les populations urbaines.²⁰
- **L'urbanisation rapide transforme les relations entre les zones rurales et urbaines:** Les zones rurales et urbaines se sont toujours renforcées mutuellement,

notamment par un flux bidirectionnel de personnes, de biens et de services. La grande tendance à l'urbanisation modifie toutefois ces relations, ce qui a des répercussions majeures sur les terres productives et, partant, sur la sécurité alimentaire et la nutrition. 30 millions d'hectares de terres cultivées devraient disparaître dans le monde d'ici 2030 en raison de l'expansion et de l'empiètement urbains. 80 pour cent de cette perte se produiront en Asie et en Afrique.²¹ Le manque d'investissement dans les systèmes agricoles, la dégradation de l'environnement, l'exode rural et les chocs climatiques constituent en outre autant de facteurs qui pèsent sur les terres productives. Alors que les terres productives et les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles et des autres acteurs de la chaîne de valeur sont menacés, la demande alimentaire devrait augmenter de manière exponentielle, 70 pour cent de l'offre alimentaire étant déjà consommés par des citadins.²²

Pris ensemble, la grande tendance à l'urbanisation, la prévalence de la pauvreté et des inégalités dans les villes, la concentration des risques dans les espaces urbains denses ainsi que les transitions foncière et nutritionnelle entraînent une augmentation du **nombre absolu** de personnes pauvres, souffrant de faim et de malnutrition dans les villes par rapport aux zones rurales. Ces tendances font réellement de l'environnement urbain un contexte opérationnel crucial afin d'atteindre la faim zéro pour un grand pourcentage de la population mondiale.

ENCADRÉ 1.1 DÉFINITION DU TERME « URBAIN »

Il n'existe pas de définition universelle d'une « zone urbaine ». Les définitions nationales officielles varient considérablement, car chaque pays peut utiliser des facteurs différents pour qualifier un établissement humain de zone urbaine ou rurale, tels que l'effectif minimal de la population, la fourniture d'infrastructures et de services ou la fonction économique. Pour faciliter les comparaisons internationales, la Commission de statistique des Nations Unies a récemment mis au point la méthode du « degré d'urbanisation »,²³ qui classe les établissements humains en fonction de la concentration spatiale de la population. Il en résulte trois catégories:

- **Les grandes villes**, qui comptent une population d'au moins 50 000 habitants dans des mailles denses et contiguës (> 1 500 habitants par km²);
- **Les villes et zones semi-denses**, qui comptent une population d'au moins 5 000 habitants dans des mailles contiguës, avec une densité d'au moins 300 habitants par km²; et
- **Les zones rurales**, qui sont principalement constituées de mailles de faible densité.

La définition du terme « urbain » variant d'un pays à l'autre, l'engagement du PAM dans ce domaine visera à s'aligner sur les définitions nationales et les structures gouvernementales. L'énoncé du problème et le cadre urbain présentés dans cette stratégie s'appuient toutefois essentiellement sur une analyse de la manière dont les dimensions (ou systèmes)²⁴ de base que l'on trouve généralement dans les villes ont un effet distinctif sur la disponibilité, la durabilité des activités de sécurité alimentaire et de nutrition ainsi que sur le recours et l'accès à celles-ci. Cette spécificité peut résulter de différences fondamentales entre les zones urbaines et rurales (dépendance des grandes villes à l'égard d'une économie monétaire par rapport à des marchés ruraux dominés par l'agriculture et la production), ou d'éléments communs aux zones rurales et urbaines, mais amplifiés dans ces dernières en raison de leur échelle physique (environnement créé par l'homme, tel que les logements, les bâtiments publics et de loisirs) ou de leur complexité (c'est-à-dire l'interconnexion des infrastructures de services).

16 L'environnement alimentaire est le contexte dans lequel les personnes prennent des décisions relatives aux aliments qu'elles acquièrent, préparent et consomment, sur la base d'aspects tels que l'accessibilité, le caractère abordable et attrayant des aliments. En tant que tel, l'environnement alimentaire façonne ce que les personnes peuvent et veulent manger et acheter.

17 Banque mondiale, FAO, 2018, p. 16

18 Goryakin et Suhrcke 2014; Goryakin et al. 2015; MQSUN 2016

19 IFPRI, 2017

20 Lintelo et al. 2021

21 Bren d'Amour et al. 2017

22 FAO 2017

23 Commission européenne – Eurostat, DG Politique régionale et urbaine, OIT, FAO, OCDE, ONU-Habitat, Banque mondiale, 2020

24 Campbell, 2016

1.2 Qui est exposé au risque de faim et de malnutrition dans les zones urbaines et pourquoi?



Les pauvres en milieu urbain. La vie en ville est chère et les personnes dépendent presque entièrement de l'économie monétaire. Confrontés à des ressources limitées, les ménages urbains pauvres doivent établir des priorités entre des besoins essentiels concurrents, tels que le loyer, les soins de santé, les frais de scolarité et la nourriture. Sans sources de revenus stables et compte tenu du fait que les ménages urbains peuvent consacrer plus de 50 pour cent de leur budget à l'alimentation (jusqu'à 75 pour cent dans les pays à faible revenu),²⁵ les citoyens pauvres ne sont probablement pas en mesure de toujours satisfaire leurs besoins alimentaires. Ils sont aussi plus susceptibles d'être endettés en raison des bas salaires, du chômage et de la nature occasionnelle des emplois. Les aliments moins sains sont souvent moins chers, sont largement disponibles et sont promus par la publicité dans les zones urbaines, ce qui se traduit par une faible diversité alimentaire parmi les citoyens pauvres qui n'ont pas accès à des options plus saines. **L'insuffisance et l'instabilité des revenus sont ainsi placées au centre de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les zones urbaines.**

Malgré l'augmentation de la pauvreté urbaine, la couverture par la protection sociale est plus élevée de dix points de pourcentage dans les zones rurales par rapport aux zones urbaines, toutes régions et tous groupes de revenu de pays confondus,²⁶ ce qui s'explique en partie par les hypothèses antérieures selon lesquelles la pauvreté est un phénomène rural. La nature informelle de l'emploi dans les zones urbaines prive également un vaste pourcentage de travailleurs des assurances et filets de sécurité sociale formels. Au niveau mondial, 50 pour cent en moyenne de la main-d'œuvre urbaine travaillent dans le secteur informel et ont peu ou pas accès à la protection sociale. Ce chiffre monte même jusqu'à 87 pour cent en Asie du Sud.²⁷

Cependant, les réalités de la faim dans une ville peuvent prendre de nombreuses formes, en fonction du sexe, de l'âge, du handicap, de la race, de l'origine ethnique, de la religion, de l'orientation sexuelle, de l'identité et de l'expression de genre ou des caractéristiques sexuelles. Les groupes les plus importants et la manière dont ils peuvent être confrontés à la faim et à la malnutrition ou exposés à ces risques sont décrits ci-après:



L'expérience différente des femmes et des filles pauvres en milieu urbain: En 2020, l'insécurité alimentaire modérée ou grave était plus répandue de dix points de pourcentage chez les femmes par rapport aux hommes à l'échelle mondiale, augmentant considérablement de quatre points de pourcentage depuis 2019.²⁸ Dans les villes, la capacité des femmes à satisfaire leurs besoins alimentaires et essentiels est affectée par la discrimination dans l'accès au logement, l'exposition à la violence sexuelle et sexiste, les conflits entre les rôles traditionnels des femmes et des hommes et l'emploi en dehors du foyer, et globalement, leurs emplois moins sûrs (par rapport à ceux de leurs homologues masculins). 75 pour cent des femmes travaillent dans le secteur informel, souvent dans des conditions précaires et avec de faibles salaires. Les activités chronophages, telles que les soins et les responsabilités domestiques, y compris la préparation des repas et la collecte de l'eau dans les zones à faible pénétration de services,²⁹ laissent peu de temps pour des activités génératrices de revenus stables.



Une population urbaine jeune, en augmentation mais privée de droits: 60 pour cent des populations urbaines auront moins de 18 ans d'ici 2030. Les perspectives économiques que les villes pourraient offrir à cette jeune population croissante ne se sont pas matérialisées. L'emploi informel représente la principale source d'emploi pour les jeunes dans toutes les régions où le PAM intervient, avec une moyenne de 60 pour cent et des taux impressionnants de 81 et 75 pour cent, respectivement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud.³⁰ Bien que l'emploi informel fournisse des sources de revenus, il signifie souvent que les jeunes ne sont pas protégés par des filets de sécurité sociale ni par le droit du travail, ce qui accentue le caractère instable, occasionnel et mal rémunéré des emplois. En conséquence, les jeunes urbains ont du mal à gagner leur vie et à s'assurer des revenus stables, et sont donc incapables de satisfaire constamment leurs besoins dans une économie monétaire. Cela a également des conséquences sur la stabilité sociale et politique des pays, notamment des États fragiles et à faible revenu.³¹

25 GAIN 2020

26 Gentilini, Khosla, Almenfi, 2021. Sur la base de données provenant de 106 pays.

27 Source: base de données JOIN/I2D2 de la Banque mondiale (avril 2020)

28 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS 2021

29 Les femmes et les filles sont ainsi chargées de la collecte de l'eau dans 80 pour cent des ménages urbains qui n'ont pas accès à l'eau sur place (ibid.), par exemple dans les bidonvilles.

30 OIT, 2017

31 Banque mondiale, 2021



Les retards de croissance chez les enfants sont de plus en plus fréquents en milieu urbain:

Entre 1985 et 2011, les pays en développement ont enregistré une baisse importante de 32 pour cent des retards de croissance chez les enfants, principalement dans les zones rurales.³² En parallèle, dans les zones urbaines, les retards de croissance ont augmenté de huit pour cent au cours de la même période, un enfant sur trois en retard de croissance vivant désormais dans des zones urbaines, avec des taux atteignant 30 pour cent dans certains pays à revenu faible et intermédiaire.³³ Les enfants des ménages urbains les plus pauvres courent un risque plus élevé de souffrir d'un retard de croissance par rapport à ceux dont le statut socio-économique est plus élevé. Dans plusieurs pays, le taux de retard de croissance chez les enfants vivant dans des bidonvilles est même plus élevé que dans les zones rurales.³⁴ La malnutrition des enfants et les carences en nutriments ne dépendent pas seulement de la dynamique et du pouvoir d'achat au sein des ménages, mais aussi des conditions de vie insalubres qui sont plus fréquentes dans les logements des ménages à faible revenu et les bidonvilles, ce qui rend les pratiques d'hygiène et la sécurité alimentaire plus difficiles.



Urbanisation des déplacements.

Les populations déplacées se concentrent de plus en plus dans les villes: 60 pour cent des 26 millions de réfugiés³⁵ et deux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sur trois résident dans des zones urbaines. En outre, un pourcentage considérable des personnes déplacées de force gravite autour d'habitats informels,³⁶ où les possibilités de subsistance et l'accès aux services sont limités, comme pour les autres populations urbaines vulnérables, en plus des obstacles liés à leur statut, tels que l'absence de documents d'identité délivrés par le gouvernement, la stigmatisation et la discrimination, entre autres.



Les inégalités ethniques et sociales sont monnaie courante dans les villes et touchent les populations autochtones et d'autres groupes marginalisés.

Plus de 70 pour cent des populations autochtones continuent de vivre dans des zones rurales à l'échelle mondiale, mais nombre d'entre elles migrent de plus en plus vers des zones urbaines³⁷ où elles se retrouvent souvent isolées ou installées dans des logements mal entretenus et exposés à des risques.³⁸ Ce passage de la campagne à la ville entraîne également un changement de régime alimentaire, contribuant à la malnutrition et à l'obésité.³⁹



32 IFPRI, 2017, p. 26.

33 Ibid.

34 te Lintelo et al. 2021

35 HCR, 2019, p. 57.

36 Zetter et Deikun, 2011; McCallin et Scherer, 2015; Kirbyshire et al., 2017.

37 Les populations autochtones migrent vers les zones urbaines principalement à la recherche d'un emploi ou de meilleurs services sociaux. D'autres facteurs tels que la dépossession des terres, la dégradation de l'environnement, les déplacements dus aux conflits et à la violence ainsi que les catastrophes d'origine climatique peuvent aussi catalyser les migrations.

38 En Amérique latine, par exemple, les populations autochtones représentent plus de la moitié (52,2 pour cent [OIT 2019]) des habitants des villes, où elles sont souvent victimes de ségrégation résidentielle et ne bénéficient que d'un accès limité à des services de qualité.

39 Une évaluation menée par le PAM dans cinq pays d'Amérique latine a constaté que la population autochtone qui migre vers les zones urbaines et périurbaines avait tendance à consommer des aliments ultratransformés tels que des nouilles et des aliments en conserve, qui sont accessibles et bon marché, plutôt que des aliments produits localement. Cette tendance contribue à la malnutrition, à l'obésité et à l'anémie. Une autre évaluation a révélé que l'insécurité alimentaire était plus prononcée dans les zones urbaines (59 pour cent) que dans les zones rurales (42,9 pour cent) parmi les populations autochtones étudiées en République du Congo.

1.3 Tirer parti des opportunités urbaines

Les villes ont toujours été des lieux de prospérité et de perspectives, offrant un espace de refuge et de survie, ainsi que de croissance et d'épanouissement. Les mêmes caractéristiques qui attirent les personnes dans les villes peuvent également être mises à profit pour aider le PAM à progresser vers la faim zéro dans un monde en voie d'urbanisation, avec des avantages potentiels dans plusieurs domaines de programme. Par exemple, la concentration spatiale de l'activité économique et l'efficacité accrue que l'on trouve souvent dans les zones urbaines peuvent apporter des bénéfices pour le fonctionnement des systèmes alimentaires et les acteurs de la chaîne de valeur, qui peuvent se répercuter jusqu'aux consommateurs, en particulier ceux dont le pouvoir d'achat est le plus faible. Ces bénéfices peuvent inclure une alimentation plus accessible, plus saine et plus sûre, ainsi qu'une plus grande inclusion financière pour les personnes touchées par la pauvreté urbaine. Il est aussi avantageux de regrouper les infrastructures, les services et un marché du travail actif, combinés avec des politiques d'inclusion, afin de créer des possibilités pour soutenir le développement du capital humain et des moyens de subsistance à plus grande échelle. Les zones urbaines bénéficient en outre des capacités et de l'innovation. Contrairement aux zones rurales, les villes offrent la possibilité de travailler avec un plus grand nombre d'acteurs (collectivités locales, prestataires de services, organisations du secteur privé et de la société civile) qui apportent des compétences techniques, des réseaux et des connaissances susceptibles d'améliorer la qualité et l'efficacité des programmes. Les villes proposent aussi des perspectives pour faire avancer les **priorités**

transversales du PAM, notamment l'égalité des sexes et la redevabilité envers les personnes affectées.

Par exemple, les villes offrent davantage de possibilités de mobilité ascendante, d'accès aux marchés, aux services institutionnels et aux infrastructures sociales, ainsi que des perspectives d'emploi plus diversifiées et de meilleure qualité. Le PAM peut tirer parti de cet environnement afin de s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les sexes pour les femmes urbaines, lutter contre leur discrimination ainsi qu'améliorer leur bien-être et leur accès à la nourriture et à des régimes alimentaires sains. Les villes peuvent également être des espaces de reconstruction du contrat social et de responsabilisation des institutions. Par exemple, en aidant les collectivités locales à renforcer la collaboration et à développer leurs capacités (les collectivités locales étant plus proches de la population que les gouvernements nationaux), le PAM peut promouvoir une plus grande redevabilité, l'inclusion et la participation des communautés par des activités de plaidoyer et un soutien des politiques.

Bien que les interventions dans les zones urbaines puissent être plus complexes, une densité et une concentration plus élevées des populations touchées peuvent aussi entraîner une réduction des coûts logistiques et opérationnels, d'autant plus en cas de collaboration avec d'autres acteurs, comme pour les transferts monétaires. Parmi les autres avantages opérationnels et logistiques figurent l'amélioration de l'infrastructure financière électronique, une meilleure couverture téléphonique et par l'internet, ainsi qu'un plus grand nombre de prestataires de services financiers et de partenaires coopérants compétents.

1.4 Lien avec les engagements mondiaux

Les objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 2, guident la stratégie urbaine du PAM visant à éliminer la faim et la malnutrition à mesure que le monde s'urbanise, ainsi qu'à garantir l'accès de tous à une alimentation saine, nutritive et suffisante. L'ODD 17 inspire à son tour l'approche du PAM consistant à collaborer étroitement avec les gouvernements nationaux et collectivités locales et à renforcer leurs capacités respectives, ainsi qu'avec d'autres acteurs travaillant dans les zones urbaines, notamment les organismes des Nations Unies, les ONG, les entreprises du secteur privé et le monde universitaire. La stratégie urbaine contribue également à la réalisation de l'ODD 11, qui vise à faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables. Le travail du PAM dans les villes contribuera à la réalisation des cibles de l'ODD 11, consistant à garantir l'accès à des services de base adéquats et à réduire le nombre de décès, de personnes touchées et de pertes économiques directes dues aux crises. Enfin, la stratégie urbaine est liée à d'autres ODD, notamment l'ODD 1, qui vise à réduire la pauvreté et à atteindre les personnes les plus affectées en cas de crise ainsi qu'à soutenir des systèmes de protection sociale appropriés au niveau national, l'ODD 10, travers la réduction des inégalités et des vulnérabilités dans les

zones urbaines, et l'ODD 5, à travers la lutte contre la discrimination et les inégalités entre les sexes qui touchent les femmes et les filles en milieu urbain. La stratégie urbaine est par ailleurs alignée sur le Nouveau Programme pour les villes, l'engagement mondial sur 20 ans en faveur du développement urbain durable dans tous les pays. Le Nouveau Programme pour les villes reconnaît les liens entre une bonne urbanisation et la création d'emplois, les possibilités de subsistance et l'amélioration de la qualité de vie.⁴⁰ La stratégie urbaine et le Nouveau Programme pour les villes aspirent tous deux à des approches intégrées de l'urbanisation ainsi qu'à l'inclusion de la sécurité alimentaire et des besoins nutritionnels des citoyens, en particulier de ceux qui sont touchés par la pauvreté, dans l'ensemble du programme de développement urbain. Enfin, la stratégie urbaine s'appuie sur divers processus mondiaux majeurs, notamment la Stratégie à l'échelle du système des Nations Unies sur le développement urbain durable, le Sommet mondial de 2016 sur l'action humanitaire, le Grand Bargain, la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, le Mouvement pour le renforcement de la nutrition, les résolutions pour la pérennisation de la paix et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

40 Nations Unies 2017

2.

La réponse du PAM dans les zones urbaines



2.1 Vision

La stratégie urbaine reflète l'impératif opérationnel et stratégique du PAM consistant à renforcer et à systématiser sa capacité à contribuer aux résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en milieu urbain. À ce titre, la vision du PAM est la suivante:

D'ici 2030, les personnes vulnérables vivant dans des zones urbaines auront considérablement accru leur capacité à satisfaire leurs besoins alimentaires, nutritionnels et besoins essentiels connexes, en devenant plus autonomes et à même de gérer les chocs dans les zones urbaines.

Le PAM travaillera à la concrétisation de cette vision en faisant le point sur les causes profondes et les facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les zones urbaines ainsi qu'en appliquant ces connaissances pour **améliorer les programmes, les systèmes et les partenariats** qui favorisent un environnement propice à la réalisation de l'objectif « faim zéro » dans les contextes urbains.

Dans les parties suivantes du cadre stratégique, nous présentons notre approche en vue de réaliser cette vision. Nous la structurons en répondant à quatre questions (chapitres II et III respectivement):

- Quelles **priorités** d'engagement le PAM suivra-t-il dans l'immédiat et à moyen terme dans le cadre de son soutien aux populations urbaines vulnérables?
- **Comment** apporterons-nous notre soutien?
- Quelles **actions** allons-nous entreprendre?
- Quelles **réorientations programmatiques** sont nécessaires pour mettre en œuvre ces priorités et ces actions?



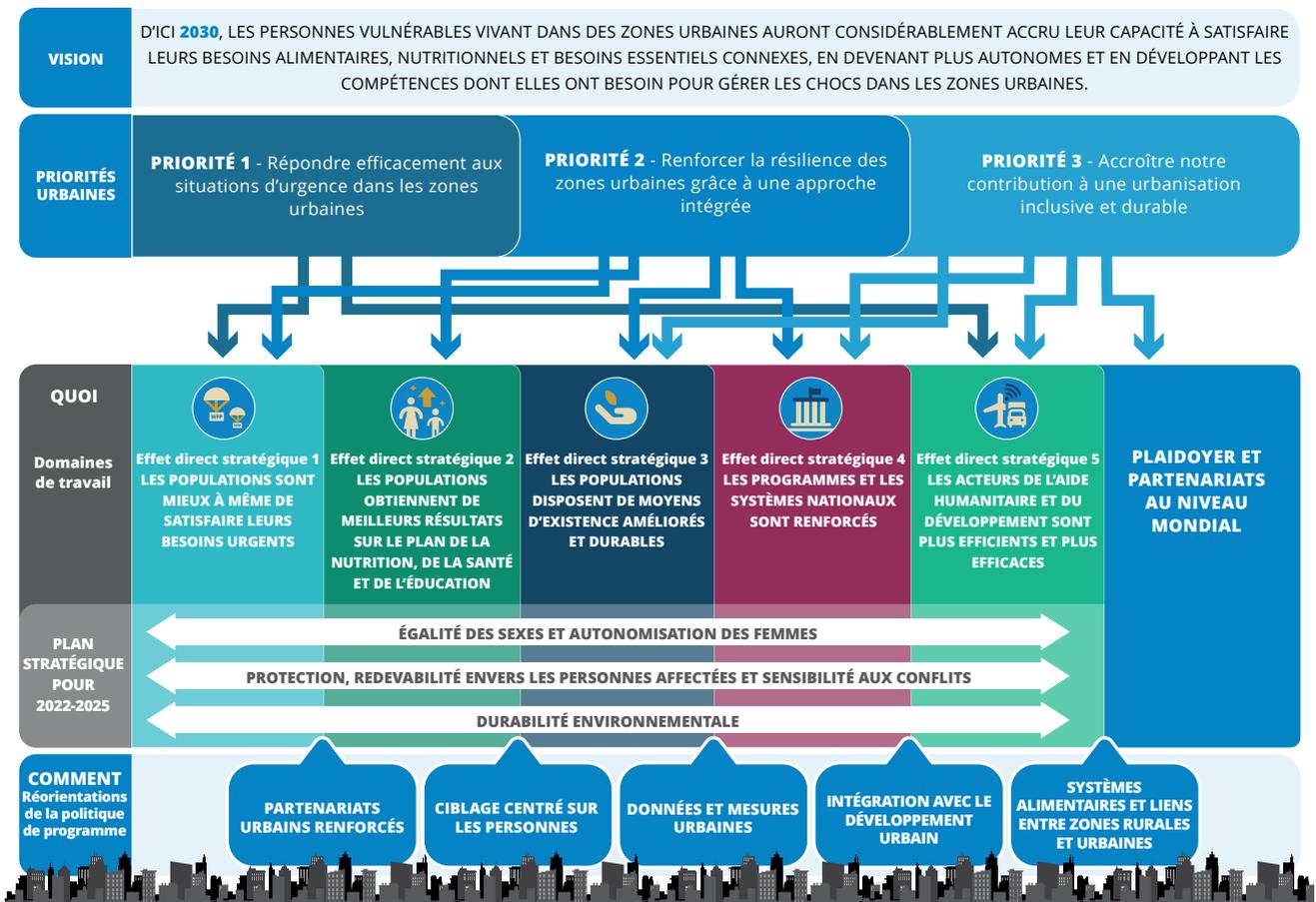
2.2 Priorités urbaines

Trois priorités distinctes mais interconnectées et leurs points d'ancrage respectifs ont été définis comme cruciaux pour guider le soutien du PAM aux populations souffrant d'insécurité alimentaire dans les zones urbaines. Ces priorités portent sur les défis et les possibilités de parvenir à la faim zéro dans les villes, sur la vulnérabilité multidimensionnelle ayant un impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition des populations urbaines, ainsi que sur les domaines programmatiques dans lesquels le PAM est remarquablement bien placé pour agir, compte tenu de son mandat et de son rôle. Surtout, elles définissent également des objectifs à moyen terme plus ambitieux pour lesquels le PAM peut progressivement renforcer ses capacités afin de

contribuer à un changement à plus long terme ainsi qu'à des zones urbaines plus inclusives et résilientes.

Ces priorités et les domaines de travail (section 2.4) sont étayés par les questions transversales du PAM que sont l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la protection et la redevabilité envers les personnes affectées, la protection contre l'exploitation et les abus sexuels, la sensibilité aux conflits et la durabilité environnementale, ainsi que par l'attention particulière accordée aux groupes qui risquent d'être laissés de côté dans les zones urbaines, notamment les femmes, les jeunes, les personnes déplacées et les personnes handicapées.

Figure 2.1 - Cadre urbain visant à concrétiser la vision urbaine du PAM





PRIORITÉ I. RÉPONDRE EFFICACEMENT AUX SITUATIONS D'URGENCE DANS LES ZONES URBAINES

L'accent étroitement mis par le PAM sur les interventions d'urgence restera sa priorité absolue dans les zones urbaines, conformément à son Plan stratégique pour 2022-2025. Cette stratégie admet que les crises urbaines sont de plus en plus fréquentes, complexes et prolongées, et que les zones urbaines sont des environnements opérationnels qui nécessitent une coopération avec une couche plus complexe d'acteurs, d'institutions et de systèmes ainsi que différents niveaux de capacité, par rapport à la plupart des zones rurales. Dans ce contexte, il est capital que nos services soient **appropriés, évolutifs, reproductibles et efficaces**. Nos points d'ancrage pour des actions à court et à moyen terme afin de répondre efficacement aux situations d'urgence urbaines sont énoncés ci-après.

Premièrement, le PAM travaillera avec les systèmes et les acteurs déjà en place dans les zones urbaines pour soutenir la fourniture efficace des services pendant les situations d'urgence (y compris les transferts monétaires, les services de nutrition et d'alimentation scolaire), et veillera à ce que ces systèmes soient réactifs aux chocs et ne soient pas interrompus lors des crises. Ces systèmes comprennent, sans s'y limiter, les systèmes de protection sociale, de santé, d'intervention d'urgence gérés par les gouvernements ainsi que les systèmes municipaux. La mise en œuvre directe ne sera envisagée que si les systèmes existants sont débordés ou si des lacunes concrètes ont été constatées qui peuvent être comblées grâce à nos capacités, et s'effectuera en coordination avec le système humanitaire au sens large.⁴¹

Comme les contextes urbains disposent souvent de marchés opérationnels et d'un accès aux services financiers, le PAM tirera parti de cet avantage supplémentaire pour envoyer de l'argent aux personnes afin qu'elles puissent acheter ce dont elles ont besoin, ce qui contribuera à stimuler la demande et à alimenter l'économie locale. L'aide alimentaire en nature ne sera envisagée que dans les situations où les systèmes alimentaires ont été perturbés par des chocs majeurs, la perspective étant de modifier rapidement cette approche une fois que les systèmes auront été rétablis. Grâce à ses interventions et à ses approches de renforcement des capacités, le PAM pourra également contribuer à une meilleure intégration entre les systèmes nationaux et urbains. La couverture et la capacité de ces systèmes varieront selon les pays et les villes, et le PAM adaptera son rôle de conseiller technique, de prestataire de services ou d'acteur direct de la mise en œuvre, selon le cas.

L'**assistance sous forme monétaire** et le soutien aux **systèmes de protection sociale gérés par les**

gouvernements, en particulier, constituent un point d'ancrage essentiel pour le PAM et les gouvernements afin de répondre aux besoins urgents des populations urbaines à plus grande échelle ainsi que d'étendre la couverture dans les zones urbaines complexes, denses et économiquement actives. Les **transferts monétaires** et la couverture efficace par des systèmes de protection sociale **réactifs aux chocs et tenant compte de la nutrition** sont donc fondamentaux pour assurer notre contribution à l'ODD 2 lors des crises urbaines.

Deuxièmement, le PAM investira de manière proactive dans la préparation des villes dans le cadre d'un programme à long terme visant à renforcer les capacités nationales et locales d'intervention dans les zones urbaines. La préparation est payante et ouvre la voie à la durabilité à long terme ainsi qu'à une moindre dépendance à l'égard de l'aide. Notre soutien en cas de crise urbaine s'accompagnera d'efforts visant à renforcer la préparation aux situations d'urgence et les capacités de réaction aux niveaux national, infranational et local, notamment dans les contextes urbains très vulnérables qui sont continuellement confrontés à des risques cumulés. Cette approche part du principe que les besoins augmenteront de manière exponentielle avec la croissance des populations urbaines, la densification des zones urbaines ainsi que la multiplication et le cumul des chocs. L'effet direct stratégique 1 de la section 2.4 expose une série d'actions que le PAM peut mettre en œuvre pour y parvenir.



PRIORITÉ II. RENFORCER LA RÉSILIENCE DES ZONES URBAINES GRÂCE À UNE APPROCHE INTÉGRÉE ADAPTÉE AUX CONTEXTES URBAINS

L'approche du PAM visant à renforcer la résilience par une programmation intégrée constitue un point d'ancrage essentiel pour intervenir dans les zones urbaines, l'accent étant mis sur le renforcement des capacités de résilience et la prise en considération des vulnérabilités des **personnes, communautés, institutions et systèmes**. Cette approche est adaptée à la nature complexe et multicouche des villes ainsi qu'au caractère monétaire de l'économie urbaine. Toutefois, la stratégie reconnaît également que certains de nos outils de résilience existants sont **centrés sur les zones rurales** et que nous devons investir dans leur refonte ou leur adaptation aux difficultés des zones urbaines.

Premièrement, nous tirerons parti de nos compétences en matière de renforcement des systèmes de protection sociale pour améliorer la préparation et l'anticipation des risques, tout en contribuant à développer la résilience. Cela est primordial pour combler les lacunes évidentes en

⁴¹ Voir la Stratégie à l'échelle du système des Nations Unies sur le développement urbain durable - CEB/2019/1/Add.5

matière de couverture dans les zones urbaines et pour aider les gouvernements à établir ou à renforcer les liens entre la protection sociale et la gestion des risques de catastrophe. C'est aussi conforme au Nouveau Programme pour les villes, qui mentionne explicitement l'engagement d'améliorer la protection sociale des personnes touchées par la pauvreté urbaine.

Deuxièmement, nous adapterons et étendrons nos efforts pour **développer le capital humain, améliorer et diversifier les moyens de subsistance**, tout en intégrant **l'inclusion financière et l'autonomisation sociale et économique** dans nos interventions en matière de transferts monétaires, de protection sociale, de systèmes alimentaires et de moyens de subsistance.

À moyen terme, nous investirons dans l'amélioration de notre capacité à soutenir des **environnements propices** à la génération de revenus et à la diversification des moyens de subsistance, notamment en **tirant parti du système alimentaire et des liens entre les zones rurales et urbaines** pour obtenir des résultats en matière de nutrition et de création d'emplois, et en apportant une assistance technique aux gouvernements pour mettre au point une protection sociale inclusive, des systèmes alimentaires plus résilients et des politiques de promotion des moyens de subsistance dans les zones urbaines.



PRIORITÉ III. ACCROÎTRE NOTRE CONTRIBUTION À UNE URBANISATION INCLUSIVE ET DURABLE

Cette stratégie admet que les inégalités sociales, spatiales et économiques⁴² sont plus répandues dans les villes et qu'elles ont une incidence directe sur la manière dont les différents groupes bénéficient de la vie urbaine, notamment en ayant un accès durable à la nourriture, à des régimes alimentaires sains et à la satisfaction des besoins essentiels. Comme décrit au **chapitre I**, les villes peuvent également être des lieux de prospérité et de perspectives, des espaces permettant de reconstruire le contrat social et de rendre les institutions plus responsables. L'urbanisation, lorsqu'elle est mise à profit, peut servir de catalyseur pour mettre à la portée des personnes les plus vulnérables ou marginalisées les services nécessaires pour vivre dans la dignité, notamment une alimentation suffisante et un régime alimentaire sain. La stratégie urbaine représente donc la première étape qui permettra au PAM d'établir des liens plus étroits entre ses domaines de travail et les efforts de développement urbain en général, ainsi que de mieux se préparer à faire face à la tendance croissante à l'urbanisation et à son impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les décennies à venir. Les points d'ancrage immédiats et à moyen terme suivants ont été repérés:

Premièrement, le PAM s'appuiera sur sa contribution à la mise en œuvre de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix, comme son travail de renforcement des systèmes nationaux, sa capacité à superposer les programmes d'action humanitaire et de développement, ses efforts pour faire progresser sa contribution à la paix et à la cohésion sociale ainsi que son soutien aux acteurs de l'aide humanitaire et du développement, notamment à travers la coordination par groupe sectoriel et les capacités analytiques contribuant à l'analyse commune de pays.

Le PAM travaillera avec les diverses parties prenantes pour produire des éléments probants, obtenir des résultats collectifs et assurer la complémentarité de leurs efforts et programmes axés sur les zones urbaines dans l'ensemble de l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix. Cette approche à plusieurs niveaux mettra l'accent sur la fourniture d'une aide humanitaire complétée par des interventions en faveur de la paix et de la cohésion sociale ainsi que par des programmes de développement et de résilience à long terme.

À moyen terme, le PAM renforcera progressivement sa capacité à tirer parti des efforts de développement urbain et territorial et à y contribuer. Cette stratégie reconnaît que la contribution aux efforts de développement urbain pour remédier à la faim et à la malnutrition dans les villes est un point relativement nouveau dans le programme du PAM. Les efforts doivent être poursuivis pendant de nombreuses années et développés de manière stratégique et coordonnée. Cela nécessitera une volonté de comprendre les systèmes urbains que nos services peuvent compléter aux niveaux local et infranational, y compris la politique urbaine, les processus de planification et de budgétisation, ainsi que la structure administrative des collectivités locales. Grâce à cette compréhension plus claire et à ces capacités accrues, le PAM pourra contribuer à l'élaboration d'instruments de politique urbaine et d'aménagement du territoire, et soutenir des efforts plus importants de renforcement des capacités (par exemple en encourageant les investissements dans les systèmes alimentaires ou les infrastructures) qui peuvent avoir un impact à long terme et à grande échelle sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines.

Les interventions concrètes liées à cette priorité sont décrites à la **section 2.4 (effets directs stratégiques 3, 4 et 5)** ainsi que dans nos contributions aux activités de plaidoyer et aux partenariats au niveau mondial. Les actions en vue d'un engagement plus actif dans les processus de développement urbain sont incluses dans la **section 3.1**. Enfin, ces efforts doivent être déployés en coordination et en complémentarité avec les organismes des Nations Unies⁴³ et les acteurs locaux, et être conformes aux principes du PAM en matière de renforcement des capacités des pays.

42 PAM, 2021

43 Voir la Stratégie à l'échelle du système des Nations Unies sur le développement urbain durable - CEB/2019/1/Add.5

2.3 Modes de soutien

Le soutien du PAM sera apporté de diverses manières et dans différents domaines des politiques et programmes (figure 2.2). Le rôle précis que le PAM jouera dans chaque pays dépendra des besoins, des priorités du gouvernement, de la maturité des systèmes nationaux et locaux, des activités des autres partenaires, ainsi que de ses propres ressources et capacités dans le pays. L'éventail des rôles est brièvement présenté ci-dessous, tandis que des domaines d'intervention plus concrets dans les domaines de résultats institutionnels pour 2022-2025 sont décrits à la **section 2.4**.

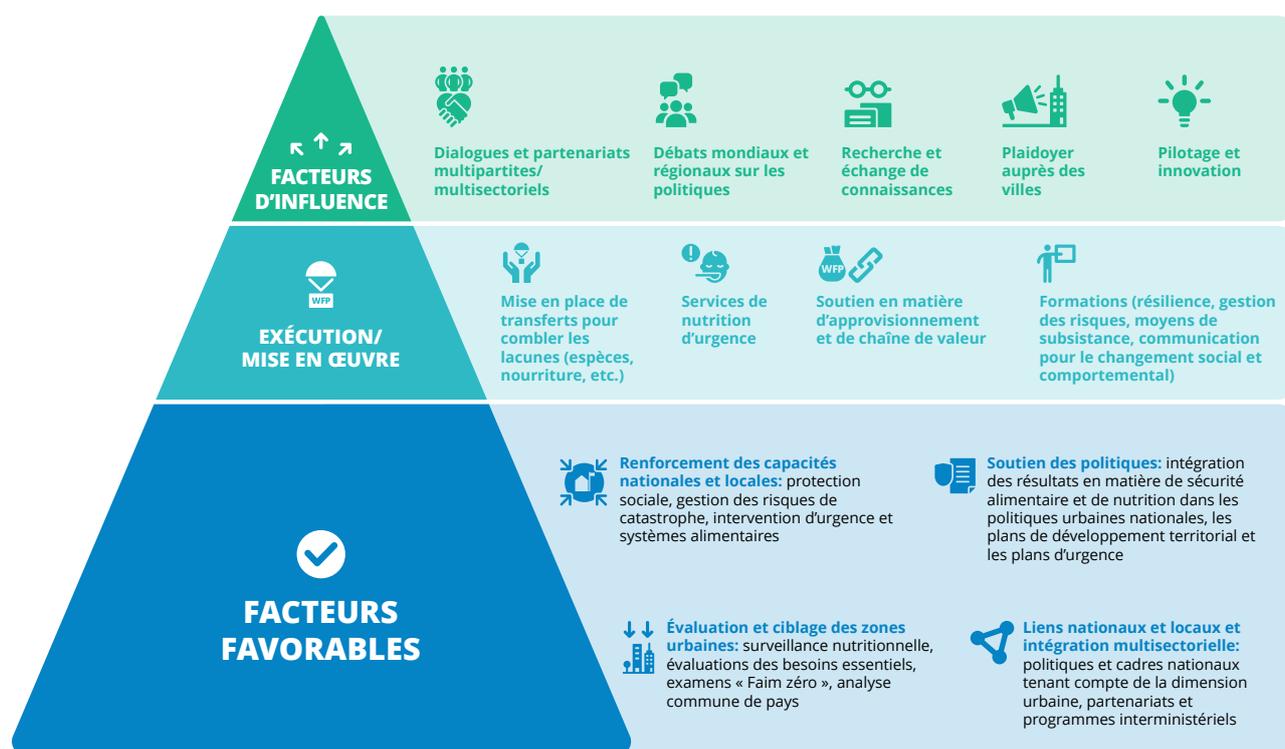
Tout d'abord, une intervention directe dans les zones urbaines ne doit pas être présumée. Dans de nombreux contextes, notre soutien prendra principalement la forme d'un **rôle de facilitateur**, travaillant aux côtés ou au nom du gouvernement et d'autres parties prenantes, fournissant un soutien technique en amont et un renforcement des capacités dans le cadre de programmes et de politiques relatifs aux zones urbaines. Il peut s'agir d'un soutien stratégique et technique pour l'inclusion de **données urbaines sur la sécurité alimentaire et la nutrition** dans les politiques urbaines, les données de référence ou les systèmes de surveillance nationaux, de conseils techniques et d'orientations sur la mise en œuvre d'éléments de programmes de protection sociale dans les zones urbaines au nom du gouvernement,

de la facilitation de partenariats et de programmes multisectoriels, entre autres.

Deuxièmement, lorsque des chocs majeurs perturbent les systèmes nationaux, que les acteurs locaux sont débordés ou que l'absence de couverture laisse les groupes vulnérables sans assistance, nous jouerons un **rôle clé** dans la mise en œuvre de programmes tels que les transferts monétaires, les services de nutrition d'urgence, les programmes d'alimentation scolaire et fondés sur le marché. Ce faisant, nous veillerons à ce que nos interventions directes soient limitées dans le temps et réalisées en complémentarité avec les efforts nationaux, internationaux et locaux ou s'alignent sur ceux-ci.

Troisièmement, pour concrétiser sa vision urbaine, le PAM devra jouer un **rôle d'influence de premier plan** afin de plaider en faveur d'une plus grande attention, d'une meilleure compréhension ainsi que d'une réponse adéquate et coordonnée en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les zones urbaines, notamment en produisant des données probantes, en facilitant les échanges de connaissances, en participant à des débats de haut niveau et à des dialogues multipartites/multisectoriels, entre autres.

Figure 2.2 - Exemples de rôles que le PAM peut jouer dans son intervention dans les zones urbaines



2.4 Domaines de travail

L'orientation stratégique ainsi que l'offre programmatique et politique du PAM dans les zones urbaines sont fondées sur chacun des domaines de résultats du PAM tels que définis dans le Plan stratégique pour 2022-2025, et directement alignées sur ceux-ci. Cette approche reconnaît que le milieu urbain est un contexte opérationnel clé dans lequel chacun des domaines de résultats institutionnels peut être visé, fournissant au

PAM des trajectoires de changement concrètes dans les zones urbaines qui peuvent contribuer à l'ODD 2 et à l'ODD 17, ainsi qu'à d'autres ODD, notamment l'ODD 11, et à des engagements mondiaux. Cette approche aidera également les bureaux de pays à définir leur rôle dans les interventions urbaines en facilitant l'intégration de la programmation urbaine dans leur plan stratégique de pays.



POPULATIONS CIBLES
(Exemples)

Femmes et jeunes vulnérables
Personnes structurellement vulnérables ayant une capacité de travail limitée
Citadins pauvres temporaires, y compris travailleurs vulnérables du secteur informel
Insécurité alimentaire des populations déplacées dans les zones urbaines
Enfants d'âge scolaire issus de ménages urbains pauvres
Ménages vulnérables (dirigés par des femmes ou des enfants, personnes handicapées, personnes vivant avec le VIH, etc.)

VOIES DE CHANGEMENT ALIGNÉES SUR LE PLAN STRATÉGIQUE

Effet direct stratégique 1
LES POPULATIONS SONT MIEUX À MÊME DE SATISFAIRE LEURS BESOINS URGENTS

Prestation de services (transferts monétaires, nutrition, protection sociale, alimentation scolaire)
Alerte précoce et action anticipée
Renforcement des capacités d'anticipation/de réaction aux chocs
Capacité d'appoint pour la réponse urbaine
Infrastructures de base rétablies ou disponibles

- Rôle d'exécution
- Rôle de catalyseur
- Rôle d'influence

Effet direct stratégique 2
LES POPULATIONS OBTIENNENT DE MEILLEURS RÉSULTATS SUR LE PLAN DE LA NUTRITION, DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

Prestation de services de nutrition à travers les systèmes urbains
Améliorer les données nutritionnelles des citadins pauvres
Protection sociale tenant compte de la nutrition
Intégration de la communication pour le changement social et comportemental dans les programmes
Programmation scolaire dans les zones urbaines exposées à des risques
Interventions nutritionnelles fondées sur les systèmes alimentaires

Effet direct stratégique 3
LES POPULATIONS DISPOSENT DE MOYENS D'EXISTENCE AMÉLIORÉS ET DURABLES

Interventions relatives aux moyens de subsistance adaptées aux zones urbaines
Intégration de l'inclusion financière dans les programmes
Mise en relation des petits exploitants agricoles avec les marchés urbains
Rétablissement ou amélioration des infrastructures de base
Interventions sur le système alimentaire et partenariats pour contribuer à la résilience des villes à l'égard du changement climatique

Effet direct stratégique 4
LES PROGRAMMES ET LES SYSTÈMES NATIONAUX SONT RENFORCÉS

Évaluation et ciblage des zones urbaines
Extension et renforcement de la protection sociale
Efficacité du système alimentaire grâce aux liens entre zones rurales et urbaines
Intégration des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les plans de développement local et territorial

Effet direct stratégique 5
LES ACTEURS DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DU DÉVELOPPEMENT SONT PLUS EFFICACES ET PLUS EFFICACES

Renforcement du mécanisme des groupes
Développement des capacités des villes en matière de données et d'analyse
Solutions numériques pour combler les lacunes de la réponse urbaine
Mise en forme des exigences de la programmation urbaine dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et les plans d'aide humanitaire
Renforcement de la contribution au développement urbain

CONTRIBUTION À L'ENGAGEMENT ET AUX PARTENARIATS AU NIVEAU MONDIAL

Partenariats mondiaux et régionaux multipartites
Influence sur les débats autour des politiques
Recherche et échanges
Plaidoyer auprès des villes

RÉSULTATS À DIFFÉRENTS NIVEAUX
(Exemples)

PERSONNES ET COMMUNAUTÉS

Les citadins vulnérables ont amélioré leurs compétences et leurs revenus et les utilisent pour gérer les chocs et les facteurs de perturbation.
Les ménages ont accès à des régimes alimentaires nutritifs sans s'engager dans des stratégies d'adaptation négatives.
Les stagiaires ont amélioré leurs compétences en matière de culture numérique et financière et bénéficient d'un meilleur accès aux groupes d'épargne et de prêt.
Les membres de la communauté ont développé leur capital social et influencent la conception et la mise en œuvre des programmes.

INSTITUTIONS ET SYSTÈMES

Les politiques urbaines nationales et les plans de développement local comportent des objectifs en matière de nutrition et de sécurité alimentaire.
Les systèmes de protection sociale en milieu urbain ont amélioré leur couverture, leur qualité et leur inclusion.
Les parties prenantes nationales et internationales améliorent leurs capacités en matière d'évaluation et de ciblage des zones urbaines.
Des mécanismes de réponse locaux sont mis en place et/ou renforcés.

COORDINATION ET PARTENARIATS

Les données et analyses urbaines sont exploitées à des fins de plaidoyer et d'interventions, notamment dans le cadre des analyses communes de pays/plans d'aide humanitaire.
Les partenariats humanitaires et de développement sont plus efficaces et coordonnés dans les zones urbaines.
La programmation intégrée et conjointe contribue à la triple articulation et/ou au développement urbain.
Les partenariats aux niveaux mondial et national sont renforcés.

D'ICI 2030, LES PERSONNES VULNÉRABLES VIVANT DANS DES ZONES URBAINES AURONT CONSIDÉRABLEMENT ACCRU LEUR CAPACITÉ À SATISFAIRE LEURS BESOINS ALIMENTAIRES, NUTRITIONNELS ET BESOINS ESSENTIELS CONNEXES.





EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 1. LES POPULATIONS SATISFONT LEURS BESOINS ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELS URGENTS

La stratégie urbaine s'aligne sur le Plan stratégique pour 2022-2025 en intervenant au bon moment, de la bonne manière et avec les bonnes personnes pour rétablir l'accès à la nourriture dans les zones urbaines malgré les aléas climatiques, les conflits, la récession économique, les situations d'urgence sanitaire et autres chocs. Pour parvenir à cet objectif, le PAM peut concentrer ses efforts sur les domaines suivants, qui se renforcent mutuellement:

→ Fournir et compléter efficacement les services d'urgence lors des crises urbaines

Nous établirons des partenariats qui favorisent la complémentarité, la souplesse opérationnelle et la rentabilité dans les zones urbaines, et nous travaillerons en synergie et en coordination avec le système humanitaire au sens large. Notre soutien et nos services dans les situations d'urgence seront notamment les suivants:

Transferts monétaires: Les services et le soutien technique du PAM pour l'assistance sous forme monétaire peuvent comprendre la fourniture de données et d'analyses sur les besoins et l'évolution des vulnérabilités résultant de la crise, ainsi qu'une aide à l'adaptation ou à la mise en place de mécanismes de distribution numériques (tels que l'argent mobile ou la banque mobile). Le PAM peut également aider à déterminer la valeur appropriée des transferts monétaires afin d'éviter de créer un effet d'attraction ou de répulsion sur les populations touchées ciblées, notamment en participant à un groupe de travail établi sur les transferts monétaires afin d'améliorer la coordination entre les acteurs humanitaires. En outre, le PAM donnera la priorité au transfert d'argent numérique sur des comptes financiers numériques détenus par les femmes et les hommes auxquels il vient en aide, afin de soutenir leur inclusion financière.

La nécessité d'étendre les **systèmes de protection sociale** pour couvrir les personnes vulnérables dans les zones urbaines n'a jamais été aussi visible qu'au lendemain de la pandémie de Covid-19. En appui aux gouvernements, qui sont les principaux fournisseurs d'assistance en espèces dans leur propre contexte, et en partenariat avec les acteurs clés du système des Nations Unies et des IFI, le PAM peut compléter et élargir les systèmes de protection sociale existants, y compris ceux qui réagissent à des chocs, et peut soutenir la transition vers le relèvement et l'intégration à long terme des personnes nouvellement vulnérables, conformément aux modes de soutien définis dans la stratégie de protection sociale du PAM.⁴⁴

Services de nutrition d'urgence: Le PAM peut mettre à disposition ses compétences en matière de données et d'analyse pour aider à améliorer la compréhension de l'environnement alimentaire urbain pendant et avant les crises, y compris l'analyse des prix et des obstacles économiques à l'accès à la nourriture, ainsi que l'analyse des modes de consommation et des comportements à risque dans les zones urbaines, afin d'éclairer l'intervention ainsi que les mesures préventives. Le PAM peut aussi apporter son soutien à l'intensification des interventions en faveur des personnes dont l'état nutritionnel a été affecté par la situation d'urgence, en fournissant des informations vitales aux communautés difficiles à atteindre (y compris celles dont le contrôle est contesté) par des campagnes de communication pour le changement social et comportemental, et en coopérant avec d'autres acteurs, notamment l'UNICEF, pour la fourniture conjointe d'ensembles intégrés de services de santé et de nutrition scolaires.

Interventions fondées sur le marché pour remédier à l'insécurité alimentaire: À la suite de chocs ou de catastrophes majeurs lors desquels les systèmes alimentaires ont été perturbés, le PAM peut compléter ses efforts par des interventions visant à accroître le caractère abordable et la disponibilité physique des denrées alimentaires dans les zones urbaines les plus touchées, notamment en incitant sur la base du marché les détaillants en alimentation à établir des points de vente dans les zones sinistrées ou à proximité de celles-ci. Le PAM peut également combler des lacunes cruciales en matière d'approvisionnement et de stockage pour les marchés locaux en recourant dans un premier temps à l'assistance en nature, puis en passant dès que possible à une approche fondée sur le marché afin d'inciter les marchands à reprendre rapidement leurs pratiques commerciales.

En tirant profit des capacités de sa chaîne d'approvisionnement, le PAM peut faciliter l'acheminement rapide de cette aide et ajuster la couverture, en repérant à l'avance les goulets d'étranglement éventuels dans la chaîne d'approvisionnement grâce à l'élaboration de scénarios, en synergie avec les plans de secours locaux et en collaboration avec différents acteurs et plateformes gouvernementaux et communautaires. En cas de difficultés d'accès ou de mobilité, le PAM peut faciliter la réorientation ou l'adaptation rapide de la fourniture des services à travers d'autres canaux et prestataires locaux afin de réduire au minimum les interruptions dans la satisfaction des besoins urgents.

→ Investir dans des systèmes d'alerte précoce liés à l'action anticipée et immédiate

Les systèmes d'alerte précoce sont souvent de nature nationale et peuvent devoir être plus « localisés » pour répondre au besoin d'information des villes et des populations urbaines. De même, si des plans d'urgence et de secours existent dans de nombreuses villes, ils comportent souvent de faibles composantes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, qui se concentrent principalement sur les risques soudains et à court terme.

44 PAM, 2021

Le PAM peut s'appuyer sur ses programmes nationaux et locaux de préparation aux situations d'urgence, passés et actuels, pour faire avancer ses efforts en matière d'action anticipée et immédiate dans les zones urbaines. Il jouera un rôle crucial dans l'analyse des informations sur la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain en exploitant les données et les informations disponibles, en analysant les lacunes en matière de capacité et de réponse, en évaluant les risques et les vulnérabilités localisés de manière adaptée à la complexité des zones urbaines pour aider à planifier les interventions, ainsi qu'en soutenant l'élaboration de scénarios d'urgence et de plans de secours. Les scénarios et les plans qui en résultent peuvent constituer les fondements d'efforts appropriés en matière d'alerte précoce, d'action anticipée et immédiate dans les villes, ainsi que de plans de gestion des risques de catastrophe, que d'autres zones urbaines présentant une situation similaire peuvent reproduire. Sur demande, le PAM peut renforcer les capacités d'alerte précoce et d'action immédiate des villes dans lesquelles se concentrent des populations vulnérables et souffrant d'insécurité alimentaire, en soutenant la coordination avec et entre les partenaires en matière d'alerte précoce et d'action immédiate afin de mettre au point des outils et des plateformes d'alerte précoce reproductibles ainsi que de fournir des informations d'alerte précoce aux villes et aux communautés dans lesquelles le PAM intervient. De la même manière, le PAM peut élaborer des accords sur les moyens en attente avec des villes stratégiques et relier leurs systèmes d'alerte précoce aux organes d'intervention locaux et/ou nationaux appropriés, en particulier les organisations locales/nationales de gestion des catastrophes et les systèmes locaux/nationaux de protection sociale, les acteurs clés tels que le secteur privé et d'autres mécanismes pertinents.

→ Renforcer les capacités locales d'intervention d'urgence pour mieux anticiper les chocs et y réagir

L'objectif primordial de cet effet direct consiste à réduire la dépendance des villes à l'égard de l'aide extérieure pour les chocs qu'elles peuvent gérer, dans la mesure du possible. Les acteurs urbains jouent un rôle décisif dans la réalisation de cet objectif, car ils sont en première ligne lorsque les chocs affectent leurs villes et leurs communautés. Le PAM peut renforcer les capacités d'action immédiate en fonction de leur contexte de développement respectif, des chocs auxquels ils sont confrontés ainsi que de leurs besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le PAM peut également consolider les capacités des collectivités locales à diriger les interventions, l'engagement communautaire et la fourniture d'assistance de manière plus efficace et moins gourmande en ressources, notamment dans les domaines de la gestion des catastrophes et de la protection sociale. En reliant les acteurs locaux et nationaux (p. ex. dans le cadre de la coordination civilo-militaire), le PAM peut soutenir la mise en place et le renforcement des mécanismes d'intervention locaux et aider à détecter les éléments déclenchants qui les activent avant ou pendant les crises. Il peut de même contribuer à renforcer la réactivité aux chocs de divers systèmes urbains, en particulier de leurs mécanismes de protection sociale, afin de mieux répondre aux vulnérabilités aux chocs existant dans les zones urbaines.

→ Développer les capacités des autorités locales, de la société civile et des communautés afin de garantir que les services atteignent les personnes qui en ont le plus besoin ou qui sont laissées de côté pendant les crises

Le PAM peut jouer un rôle clé dans le développement des capacités et de l'autonomie des autorités locales, des groupes de la société civile et des membres de la communauté afin qu'ils puissent encourager et aider d'autres acteurs urbains au sein de la ville dans son ensemble, ainsi que d'autres villes et municipalités voisines, à se préparer et à répondre conjointement à diverses formes de chocs et de crises d'origine naturelle ou humaine. Cela peut être réalisé par :

- Le renforcement des capacités locales en matière de planification de la chaîne d'approvisionnement dans les zones urbaines.
- Le transfert des compétences appropriées (p. ex. ciblage) et la mise en place des bonnes plateformes en fonction des besoins et du contexte de la ville.
- L'établissement ou le soutien de mécanismes communautaires, notamment dans les habitats exposés à des risques et vulnérables.
- L'apprentissage auprès d'acteurs locaux qui ont répondu aux crises précédentes et la collaboration avec ceux-ci.
- Le soutien de l'élaboration de stratégies harmonisées de communication sur les risques pouvant être mises en œuvre dans des situations d'urgence, en synergie avec le gouvernement et/ou les acteurs locaux.
- La promotion de la participation des communautés et d'autres acteurs locaux à la conception et à la mise en œuvre des programmes afin d'améliorer l'accès aux populations difficiles à atteindre, y compris dans les zones contrôlées.
- La promotion de la planification conjointe d'un groupe de collectivités locales adjacentes situées sur un territoire à risque élevé/exposé à des aléas.

Dans l'exercice de ces fonctions, le PAM, en collaboration avec les partenaires gouvernementaux et d'autres organismes des Nations Unies, s'efforcera de renforcer les liens entre son travail de préparation et d'intervention en milieu urbain et le cadre plus large de gestion des risques de catastrophe (prévention, atténuation et relèvement), ainsi que l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix.

→ Déployer une capacité d'appoint renforcée et adaptée pour répondre aux chocs et aux défis à grande échelle en milieu urbain

Si la stratégie globale consiste à développer les capacités internes des villes, leur capacité à former d'autres personnes et à réagir aux chocs en dépendant beaucoup moins de l'aide extérieure, il y aura des chocs dont l'ampleur dépassera les capacités respectives de leur région ou de leur pays. Ces situations nécessiteront le déploiement de personnel d'appoint du PAM et d'autres

organisations humanitaires dans les zones urbaines. Pour se préparer à l'éventualité de déploiements et d'interventions d'appoint dans les crises urbaines, le PAM continuera à affiner ses procédures opérationnelles standard, son matériel de formation et ses outils de terrain afin d'intégrer les complexités des opérations dans les zones urbaines et de déployer des ressources adaptées à des contextes urbains spécifiques, le cas échéant.

→ Jouer un rôle dans les interventions axées sur les actifs et les infrastructures de base des communautés urbaines

Dans le contexte de la crise, le PAM peut envisager des interventions visant à rétablir ou à remettre en état les actifs essentiels et les infrastructures de base, telles que les routes, afin de restaurer l'accès aux aliments nutritifs dans les communautés urbaines, de relancer les moyens de subsistance des citoyens touchés et de soutenir le relèvement de la communauté urbaine. Dans le cadre d'une approche globale visant à répondre aux complexités des zones urbaines, ces interventions tiendront compte des mécanismes appropriés en matière de logement, de terres et de propriété, des plans pour le développement, les infrastructures, l'amélioration des bidonvilles, le relèvement et d'autres plans à long terme régissant les villes et visant à réduire la vulnérabilité des communautés, des habitats informels et des zones mal desservies à l'égard de futurs chocs.

Pour autonomiser les acteurs locaux, le PAM désignera des planificateurs, des ingénieurs et des professionnels locaux, y compris des femmes, fera appel à eux et conclura des contrats avec eux, utilisera des matériaux d'origine locale dans la mesure du possible et collaborera avec les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires travaillant sur de tels projets de développement. Par la suite, ces interventions stratégiques seront guidées par des informations multisectorielles, comprenant des données antérieures à la crise, sur l'accès aux services, leur disponibilité, leur fiabilité et leur qualité, et permettront de repérer au préalable les zones mal desservies ainsi que les poches de privation et de risque.



EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 2. LES POPULATIONS OBTIENNENT DE MEILLEURS RÉSULTATS SUR LE PLAN DE LA NUTRITION, DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

Plusieurs groupes vulnérables se concentrent dans des zones urbaines qui ne répondent pas à leurs besoins en matière de nutrition, de santé et d'éducation. Ces groupes comprennent les personnes employées dans le secteur informel ou qui dépendent d'autres sources de revenus précaires, les ménages dirigés par des femmes ou des enfants, les migrants,

les populations déplacées, les personnes vivant avec le VIH/sida, les personnes handicapées et les enfants d'âge scolaire, en particulier ceux qui vivent dans des bidonvilles. Nombre d'entre eux se concentrent dans des zones mal desservies ou informelles, vivant côte à côte, et sont souvent marginalisés et/ou invisibles dans les données. Le PAM travaillera avec ses partenaires pour *sauver* des vies et *changer* les vies, notamment en **s'attaquant aux vulnérabilités structurelles et en renforçant le capital humain** dans les zones urbaines. Une attention particulière sera accordée aux questions clés suivantes: le manque de données permettant de déterminer avec précision l'état nutritionnel des groupes vulnérables dans les zones urbaines,⁴⁵ le triple fardeau de la malnutrition qui devient de plus en plus un problème urbain, les liens entre les résultats en matière de santé et de nutrition, les infrastructures déficientes et les prestations de services inégales dans les villes, entre autres. Pour relever ces défis dans les zones urbaines, le PAM peut concentrer ses efforts sur les domaines suivants, qui se renforcent mutuellement:

→ Améliorer les résultats en matière de santé et de nutrition grâce à des politiques et des programmes de protection sociale

Le PAM peut aider les partenaires gouvernementaux⁴⁶ à concevoir et à mettre en œuvre des politiques, des programmes et des services de protection sociale tenant compte de la nutrition. Il s'agit notamment d'intégrer des objectifs et des buts liés à la nutrition dans les cadres réglementaires et de repérer les groupes vulnérables sur le plan nutritionnel qui sont laissés de côté dans les zones urbaines. Le PAM peut également utiliser l'analyse du marché pour aider les gouvernements à fixer des valeurs de transfert adéquates qui favorisent la capacité des personnes à acquérir suffisamment d'aliments sains. Le PAM s'efforcera en outre de mieux relier son travail de renforcement du système alimentaire à son soutien aux programmes de protection sociale, en améliorant l'accès des personnes aux produits nutritionnels et la demande de ces derniers grâce à ses compétences en matière de données, de chaîne d'approvisionnement et de développement de la chaîne de valeur. Conformément à sa stratégie de protection sociale, le PAM peut aussi aider les programmes qui visent à réduire la pauvreté multidimensionnelle de manière plus générale dans les contextes urbains menacés par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Il peut s'agir, par exemple, de programmes promouvant le développement du capital humain, la génération de revenus ou leur diversification, ou encore de la définition d'objectifs contribuant à réduire les disparités entre les sexes ainsi qu'à favoriser l'autonomisation des femmes et des jeunes.

→ Améliorer les données et l'analyse sur l'état nutritionnel et l'apport alimentaire des populations touchées dans les zones urbaines

Le PAM peut se servir de son avantage comparatif en matière de données et d'analyse, y compris le

45 Il y a plusieurs raisons à cela, notamment l'inadéquation des paramètres et des outils de mesure de la sécurité alimentaire et de la nutrition en milieu urbain, les disparités intra-urbaines masquées par les moyennes nationales dans les statistiques officielles et l'exclusion des habitats informels des bases d'échantillonnage pour des raisons politiques ou financières.

46 Les domaines concrets de renforcement des capacités et des systèmes de protection sociale sont détaillés dans le domaine de résultat 4.

déploiement du projet « Comblent l'écart nutritif », pour aider à améliorer la surveillance nationale de la santé et de la nutrition dans les zones urbaines par le renforcement des capacités et le soutien technique. La priorité sera donnée à l'exploitation des statistiques nationales/officielles et d'autres données secondaires existantes, et de nouvelles données ne seront générées que si des lacunes majeures sont constatées. Ces efforts peuvent s'accompagner de contributions directes à l'analyse commune de pays et d'une meilleure coordination avec l'UNCT/UNHCT afin de tirer parti des données et des analyses d'autres parties prenantes. Ce renforcement des données probantes et des capacités peut favoriser l'appropriation par les gouvernements et la responsabilité de ceux-ci dans la résolution des problèmes critiques de nutrition dans les zones urbaines, tandis que les nouvelles données probantes générées peuvent accroître la sensibilisation internationale et soutenir la mobilisation des ressources. Le soutien et les services techniques majeurs pour améliorer les données et l'analyse peuvent comprendre, entre autres, les éléments suivants :

- Adaptation aux environnements urbains des analyses et des outils relatifs à la sécurité alimentaire et à la nutrition centrés sur les zones rurales.
- Identification des zones urbaines dans lesquelles se concentrent les populations vulnérables sur le plan nutritionnel et où le manque d'accès aux services de santé est préoccupant.
- Comblement des lacunes en matière de données sur les zones mal desservies dans lesquelles la sécurité alimentaire et la malnutrition peuvent représenter une préoccupation, mais où les données sont de mauvaise qualité ou insuffisantes, comme dans les habitats informels.
- Soutien de la mise en place de systèmes de surveillance communautaires et de l'utilisation des technologies numériques pour remédier aux lacunes en matière de données sur l'état nutritionnel des populations urbaines.

L'environnement alimentaire des villes est plus complexe et moins bien compris que celui des zones rurales. Par exemple, les villes proposent davantage d'options alimentaires malsaines et la présence plus importante des médias de masse, du secteur alimentaire informel et des supermarchés influence les achats et la consommation des personnes.

Enfin, contrairement à celui des zones rurales, l'**environnement alimentaire urbain** est plus complexe, comprend plusieurs niveaux et est moins bien compris, alors qu'il joue un rôle important en permettant ou en limitant les choix alimentaires sains. **Le PAM peut contribuer à la collecte de données probantes sur l'environnement alimentaire urbain**, notamment en analysant les prix et les obstacles économiques à l'alimentation, les modes de consommation et les comportements à risque dans les zones urbaines.

→ Aider le gouvernement et les communautés à fournir et à améliorer les services de nutrition à travers les systèmes de santé et d'éducation existants dans les zones urbaines

Le PAM peut travailler avec les gouvernements nationaux et les collectivités locales, ainsi qu'avec les structures sociales et communautaires, afin de contribuer à la mise en place de services nutritionnels plus efficaces et inclusifs dans les zones urbaines. La priorité sera donnée au renforcement des systèmes de santé, d'éducation et de protection sociale, afin qu'ils **tiennent davantage compte de la nutrition** et soient mieux préparés aux situations d'urgence et aux perturbations. Le soutien peut porter sur les points suivants :

- Renforcement des capacités institutionnelles des prestataires de services dans les secteurs de la santé et de l'éducation en ce qui concerne l'intégration d'approches tenant compte de la nutrition et de mesures de prévention dans leurs plans, programmes et activités. Les prestataires de services peuvent être des acteurs des ministères et des collectivités locales, des agents de santé, des enseignants et des aidants.
- Renforcement des liens entre le système de santé et les réseaux et programmes locaux de prestation de services aux niveaux municipal et communautaire, y compris les systèmes d'orientation locaux, les centres de distribution, les plateformes scolaires et les prestataires de soins de santé, en particulier ceux qui sont destinés aux groupes les plus vulnérables et marginalisés, ainsi qu'aux zones urbaines mal desservies telles que les habitats informels.
- Promotion et soutien des mécanismes de **gestion communautaires** pertinents, en collaboration avec les ministères et la collectivité locale concernés, afin d'assurer un **continuum de soins durable** qui tient compte de la situation des aidants dans les zones urbaines, notamment les femmes et les personnes vivant dans des habitats informels.

→ Améliorer l'utilisation des stratégies de changement social et comportemental dans la conception de programme dans les zones urbaines

Les stratégies de communication pour le changement social et comportemental sont essentielles pour promouvoir des comportements et des régimes alimentaires sains, autonomiser les consommateurs et influencer la consommation des ménages. Le PAM améliorera la conception de stratégies de changement social et comportemental et encouragera le recours à celles-ci dans l'ensemble de ses programmes urbains et dans le cadre du soutien technique fourni aux partenaires dans les zones urbaines.

Le PAM investira dans le développement de la recherche, d'outils d'engagement communautaire et de modules de formation, et dans l'établissement de partenariats adéquats pour mettre en œuvre efficacement les interventions de changement social et comportemental dans les contextes urbains, afin d'atteindre différentes populations cibles dans les zones urbaines, de déceler les canaux et les sources de communication privilégiés, ainsi que de concevoir du matériel et des contenus attrayants

et appropriés. Le PAM s'emploiera à utiliser au mieux les ressources disponibles dans les zones urbaines pour diffuser des informations et le contenu des campagnes auprès d'un grand nombre de personnes, y compris les groupes marginalisés. Ces ressources comprennent plusieurs canaux de communication et types de médias (notamment la télévision, la radio et les plateformes de médias sociaux), technologies (mobiles et numériques), acteurs (secteur privé, organisations et plateformes de la société civile et communautaires), ainsi que des infrastructures de mobilité et de loisirs qui rassemblent un grand nombre de personnes (parcs, espaces publics, marchés et installations de transport).

Le PAM peut également envisager des partenariats avec des acteurs urbains et des professionnels exerçant dans l'aménagement urbain, la planification urbaine et la création de lieux, afin de guider des interventions de changement social et comportemental qui utilisent les composantes spatiales et physiques de la ville, telles que les espaces publics et les installations de loisirs, pour atteindre divers groupes et zones à travers la ville.

→ Guider des interventions et partenariats qui se servent du système alimentaire pour améliorer les résultats en matière de nutrition dans les zones urbaines

Le PAM investira dans le développement de la recherche, le guidage d'interventions et l'établissement de partenariats afin de mieux tirer parti des systèmes et acteurs alimentaires pour obtenir des résultats en matière de nutrition dans les zones urbaines. Il peut s'agir, entre autres, des éléments suivants:

- Soutien de la collecte de données probantes sur la manière dont les marchés et le système alimentaire dans l'ensemble du continuum rural-urbain influent sur le caractère abordable et la qualité de l'alimentation dans les villes.
- Soutien du repérage des points d'ancrage pour les interventions et les partenariats le long des chaînes de valeur qui améliorent l'approvisionnement en produits alimentaires sains et les rendent plus abordables.
- Conclusion de partenariats avec le secteur privé sur l'enrichissement des aliments et leur commercialisation (étiquetage, marketing et fixation des prix), et collaboration avec les détaillants et les distributeurs pour influencer les comportements et les modes de consommation.
- Renforcement des chaînes d'approvisionnement alimentaire rurales-urbaines afin de garantir une offre accrue et durable d'aliments nutritifs dans les zones urbaines.
- Collaboration avec les partenaires gouvernementaux pour influencer l'environnement de la vente au détail de produits alimentaires à travers des cadres réglementaires et l'amélioration des normes nationales.

→ Soutenir l'intégration d'activités de renforcement de la nutrition dans des secteurs complémentaires tels que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) ainsi que les interventions de planification urbaine

De mauvaises conditions d'assainissement et l'eau insalubre sont associées à 50 pour cent de la dénutrition.⁴⁷ Le surpeuplement et des logements inadéquats sont courants dans les habitats informels, ce qui affecte la façon dont les ménages urbains préparent et consomment leur nourriture, les expose à la contamination des aliments et a des conséquences sur leur capacité à absorber les éléments nutritionnels. Le manque d'accès à l'énergie et de possibilités appropriées pour le stockage et le transport influe à son tour sur les habitudes d'achat, poussant les ménages urbains concernés à acheter des produits à longue durée de conservation plutôt que des produits frais qu'ils ne peuvent pas stocker correctement. Reconnaisant le rôle crucial que le secteur WASH et le cadre bâti des villes jouent dans les résultats en matière de nutrition et de santé, le PAM peut établir des partenariats intersectoriels pour promouvoir une plus grande complémentarité entre les programmes de nutrition et l'amélioration des infrastructures WASH, de l'accès à l'énergie et des installations de marché dans les zones urbaines défavorisées et mal desservies. Le PAM peut renforcer les capacités et plaider auprès des acteurs locaux concernés ainsi que des organismes des Nations Unies pour que les programmes préventifs sur le changement de comportement, les pratiques de soins et d'hygiène soient intégrés dans les interventions urbaines sectorielles qui améliorent la qualité de l'eau et de l'assainissement, des installations éducatives, du logement et de l'espace public.

Le surpeuplement, des logements et un assainissement inadéquats ainsi que le manque d'accès à l'énergie affectent la façon dont les populations urbaines préparent et consomment leur nourriture, les exposant à la contamination alimentaire et limitant les produits qu'elles peuvent acheter.

→ Soutenir le renforcement des systèmes nationaux d'alimentation scolaire⁴⁸ qui répondent aux besoins nutritionnels des enfants des villes

Le PAM travaillera avec les systèmes et les acteurs nationaux et locaux pour déterminer les principales lacunes et les endroits les plus stratégiques⁴⁹ afin de renforcer, d'améliorer ou d'intensifier les programmes d'alimentation scolaire (issue de la production locale), en tenant compte des vulnérabilités propres aux villes ainsi que des inégalités sociales, économiques et spatiales qui affectent les enfants pauvres des villes et leur famille. En s'appuyant sur sa valeur ajoutée comparative en matière de renforcement des capacités et des systèmes nationaux, le PAM peut développer les capacités des

47 OMS, 2008

48 Le PAM est membre de la Coalition pour les repas scolaires, une initiative émergente des gouvernements et d'un large éventail de partenaires en vue de mener des actions qui peuvent rétablir, améliorer et développer d'urgence les systèmes alimentaires et éducatifs, soutenir le relèvement après la pandémie et guider des actions pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). La Coalition aidera les gouvernements et leurs partenaires à améliorer la qualité des repas scolaires et renforcer les systèmes d'alimentation scolaire dans le monde entier, d'une manière adaptée aux contextes locaux et favorisant le partage des meilleures pratiques internationales.

49 Par exemple, en utilisant des données sur les taux de scolarisation et d'achèvement, la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel, les disparités entre les sexes, la concentration de populations marginalisées telles que les migrants déplacés et sans papiers, ainsi que des données sur les conditions spatiales et environnementales des établissements urbains.

acteurs gouvernementaux et soutenir les mécanismes de gestion communautaires afin de planifier des stratégies de transition efficaces et de relever les défis financiers liés à la gestion et au maintien des programmes d'alimentation scolaire dans des environnements urbains aux ressources limitées, tels que les habitats informels ou logements de ménages à faible revenu.

Le PAM peut également **tirer parti du système alimentaire** et de son expérience en matière de développement de la chaîne de valeur pour concevoir des programmes d'alimentation scolaire qui peuvent aussi offrir des perspectives commerciales locales, améliorer les liens entre la production rurale et la demande urbaine de denrées alimentaires, ainsi que l'environnement alimentaire autour des écoles. Il peut s'agir de lier la demande alimentaire de l'école aux petits exploitants agricoles des zones périurbaines ou rurales environnantes et de lier la demande de préparation aux entreprises locales de distribution et de restauration, en particulier celles dirigées par des femmes. Dans la mesure du possible, le PAM peut lier les programmes d'alimentation scolaire à des interventions locales d'amélioration des bidonvilles ou de création de lieux mises en œuvre par le gouvernement ou d'autres partenaires, afin de promouvoir la complémentarité et la durabilité des efforts ainsi que des stratégies de sortie réussies.



EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 3. LES POPULATIONS DISPOSENT DE MOYENS D'EXISTENCE AMÉLIORÉS ET DURABLES

L'approche du PAM consistant à améliorer les moyens de subsistance des populations urbaines en situation d'insécurité alimentaire ou exposées à ce risque sera adaptée aux réalités des zones urbaines et à leurs économies monétaires, et l'accent sera mis sur la collaboration avec les systèmes existants et la création de partenariats afin de mettre en œuvre des interventions liées aux moyens de subsistance qui conviennent au contexte urbain. Cette action sera complétée par des efforts visant à adapter les compétences du PAM en matière d'assistance alimentaire pour la création d'actifs aux villes, le cas échéant, et par des efforts visant à envisager et à guider des interventions qui tirent parti du système alimentaire pour générer des revenus. Le PAM peut également entreprendre d'influencer les interventions axées sur le climat en s'engageant plus étroitement dans les actions territoriales et les partenariats conclus avec les acteurs et les réseaux des collectivités locales.

Le PAM peut collaborer avec des acteurs du gouvernement et du secteur privé pour repérer les perspectives d'emplois rémunérés tout au long de la chaîne de valeur (dans les secteurs de la production, du stockage, de la distribution et de la vente au détail), grâce à de nouvelles techniques ou aux possibilités créées par les technologies numériques.

→ Renforcer le capital humain par des interventions liées aux moyens de subsistance qui permettent un accès ininterrompu à l'alimentation de base ainsi que la satisfaction des besoins nutritionnels et besoins essentiels connexes

Le PAM peut concentrer ses efforts sur la création et la diversification des possibilités de subsistance et des réseaux afin de réduire la charge financière des personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans les zones urbaines, en leur permettant d'accéder sans interruption à des régimes alimentaires sains satisfaisant les besoins de base.

Pour y parvenir, nous pouvons nous appuyer sur notre expérience en matière d'initiatives d'aide alimentaire pour la formation (FFT) et institutionnelles telles qu'EMPACT, qui favorisent l'emploi des jeunes et développent le capital humain, social et financier de leurs participants. Nous mettrons en place des partenariats pour proposer une formation et un soutien en matière de compétences non agricoles de la vie courante (alphabétisation, calcul, capacités numériques) et pour diverses capacités liées aux moyens de subsistance (entrepreneuriat et formation technique dans divers métiers), tout en facilitant l'accès au capital, aux services bancaires, aux réseaux et à l'information. Nous pouvons aussi promouvoir les transferts monétaires comme un filet de sécurité qui apporte de la stabilité dans des secteurs d'emploi urbains souvent instables et informels. Le renforcement et le développement de nouveaux **partenariats avec le secteur privé** seront cruciaux pour soutenir le développement du marché et les pratiques commerciales inclusives, y compris la mise en place d'apprentissages et l'élaboration d'itinéraires praticables pour l'évolution de carrière et l'intégration dans le marché du travail.

Les contextes urbains étant essentiellement inégalitaires, les interventions liées aux moyens de subsistance dans les zones urbaines devront prendre en considération les barrières sociales qui entravent les possibilités d'emploi pour des groupes spécifiques. Le PAM peut conclure des partenariats avec des acteurs et prestataires de services locaux afin d'intégrer des éléments de transformation en matière de genre et/ou d'autonomisation sociale dans la conception des interventions liées aux moyens de subsistance. De même, il peut intégrer des éléments qui facilitent l'accès à l'information et qui améliorent le capital social et les réseaux, en particulier parmi les femmes, les jeunes et les populations déplacées.

Les interventions liées aux moyens de subsistance dans les zones urbaines doivent intégrer une approche sensible aux conflits et à la protection dans la conception du programme, et mettre l'accent sur une approche participative qui garantit que les besoins, les aspirations des populations touchées et les obstacles auxquels elles sont confrontées sont reflétés dans l'offre de formation et de développement des compétences. De la même manière, les programmes liés aux moyens de subsistance seront conçus sur la base d'une analyse de marché adéquate afin de fournir un éclairage sur l'économie locale, le secteur informel, toute discrimination sur le marché du travail et les désavantages à long terme susceptibles d'avoir une incidence sur l'impact ou l'intensification de l'intervention.

En s'appuyant sur son travail de renforcement du système alimentaire et de développement de la chaîne de valeur, le PAM peut également collaborer avec des acteurs

du gouvernement et du secteur privé pour repérer les perspectives d'**emplois rémunérés tout au long de la chaîne de valeur** (dans les secteurs de la production, du stockage, de la distribution et de la vente au détail), grâce à de nouvelles techniques ou aux possibilités créées par les technologies numériques.

→ **Relier les petits exploitants agricoles, en particulier les femmes et les jeunes, à la demande croissante de denrées alimentaires dans les villes**

Plus de 500 millions de ménages de petits exploitants agricoles produisent la plupart des aliments consommés dans le monde. Malgré ce rôle fondamental dans la chaîne de valeur, ils ne parviennent toujours pas à bénéficier équitablement de leur participation au marché. Étant donné que 70 pour cent de la nourriture produite sont consommés par des citadins (un chiffre qui atteindra 80 pour cent d'ici 2050), il existe un potentiel inexploité et prometteur d'amélioration pour les villes et les systèmes alimentaires et, partant, les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles, notamment des femmes, en les reliant à la demande urbaine croissante de nourriture.

Étant donné que 70 pour cent de la nourriture produite sont consommés par des citadins, il existe un potentiel inexploité pour travailler avec les systèmes alimentaires et améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles, notamment des femmes, en les reliant à la demande urbaine croissante de nourriture.

En se fondant sur ses compétences en matière de chaîne d'approvisionnement, de développement de la chaîne de valeur, de renforcement du système alimentaire et de soutien au marché des petits agriculteurs, le PAM peut doter les petits exploitants des zones périurbaines et rurales adjacentes des connaissances et des outils nécessaires pour stimuler leur productivité ainsi que relier efficacement leurs produits aux entreprises de transformation et aux marchés urbains. Il s'agit notamment de développer les compétences en matière de communication, de marketing et de culture financière, ainsi que de mettre en place des incitations à l'adoption de technologies (communication mobile, entre autres) et d'intrants modernes. Il peut également s'agir de collaborer avec le secteur privé pour renforcer l'approvisionnement en intrants, améliorer les chaînes du froid et veiller à ce que les producteurs aient un accès fiable à des services financiers appropriés, y compris le crédit et l'assurance. Grâce à des programmes d'achat direct, à ses acquisitions et à des chaînes de valeur inclusives et plus courtes, le PAM peut aussi promouvoir des liens plus directs entre les petits exploitants agricoles et le marché plus large dans les zones urbaines, ainsi qu'avec ses propres programmes tels que les interventions d'alimentation scolaire et en espèces. Les femmes représentant près de la moitié des petits exploitants agricoles dans les pays en développement, ces interventions seront conçues selon une approche de transformation en matière de genre qui tient compte des normes sociales spécifiques et des obstacles structurels entravant l'accès des femmes au crédit, aux actifs, à l'éducation, à la technologie et aux droits fonciers.

Enfin, nous explorerons les possibilités de participer aux efforts de développement territorial ainsi que d'aider les gouvernements nationaux et collectivités locales à élaborer des politiques et des stratégies visant à améliorer les liens entre les petits exploitants agricoles et les marchés urbains.

→ **Intégrer l'inclusion financière dans notre programmation dans les zones urbaines, afin d'accroître la capacité des personnes à gérer les risques financiers dans les environnements urbains**

En qualité de premier acteur mondial dans le domaine des opérations en espèces, le PAM est bien placé pour mettre en œuvre ou permettre des interventions qui favorisent l'autonomisation économique et l'inclusion financière des populations vulnérables et non bancarisées dans les zones urbaines, en particulier les femmes qui sont souvent laissées de côté par les institutions et les canaux financiers formels. En collaboration avec le secteur privé et d'autres partenaires, le PAM investira dans l'intégration d'interventions d'inclusion financière dans ses programmes et son soutien technique dans les zones urbaines. Il peut s'agir de dispenser une formation sur les compétences liées à la culture numérique et financière, de faciliter l'accès aux services financiers et le recours à la technologie, ou de soutenir le renforcement des groupes communautaires d'épargne et de prêt. Un accent particulier sera mis sur l'application d'une approche de transformation en matière de genre, de sorte que les interventions contribuent à développer la capacité d'action et le pouvoir de décision des femmes urbaines ainsi qu'à améliorer leur contrôle sur les ressources financières.

En qualité de premier acteur mondial dans le domaine des opérations en espèces, le PAM est bien placé pour permettre des interventions qui favorisent l'autonomisation économique et l'inclusion financière des populations vulnérables et non bancarisées dans les zones urbaines, en particulier les femmes.

Pour soutenir efficacement l'inclusion financière dans les zones urbaines, le PAM s'associera à divers acteurs, notamment le secteur privé, le gouvernement, les prestataires de services financiers, les coopératives et les groupes d'épargne communautaires.⁵⁰ Par exemple, dans des situations de marginalisation et de discrimination institutionnelle, le PAM peut avoir besoin de s'associer à d'autres parties prenantes pour faciliter le soutien et l'engagement afin de relever les défis institutionnels qui empêchent les groupes vulnérables d'accéder aux instruments financiers, en particulier pour les populations déplacées.

→ **Aider les communautés à définir, construire et gérer les infrastructures de base qui réduisent l'exposition aux chocs dans les zones urbaines**

Le PAM peut aider les communautés à construire ou à améliorer les infrastructures de base qui peuvent contribuer à réduire leur exposition aux risques climatiques et autres, à améliorer l'économie locale et/ou à stimuler le développement des zones périurbaines denses et exposées aux risques ainsi que des bidonvilles. Il peut s'agir de réhabiliter l'infrastructure des services de base et d'en améliorer la fourniture, en particulier lorsque l'accès

50 Voir par exemple les groupes d'épargne organisés aux niveaux municipal et national dans les pays où le PAM intervient: <https://sdinet.org/affiliates/>

à des aliments nutritifs et le rétablissement des moyens de subsistance sont directement affectés par la fiabilité, la qualité des services urbains et l'accès à ceux-ci. Les interventions en matière d'infrastructures se fonderont sur des partenariats solides et des engagements systémiques avec les gouvernements, ainsi que sur une approche participative associant la société civile et les acteurs communautaires, y compris dans la planification des activités et des interventions. Grâce à l'analyse du contexte et des politiques ainsi qu'à l'évaluation des risques, le PAM peut s'assurer que les interventions intègrent les politiques locales et les relations entre les paysages et les moyens de subsistance urbains, ainsi que les chocs spécifiques au contexte et les caractéristiques biophysiques de la ville. À travers des partenariats efficaces avec les collectivités locales et d'autres acteurs locaux ayant une connaissance approfondie des dynamiques sociales, politiques et spatiales, une analyse minutieuse et une gestion des risques seront entreprises afin d'anticiper et de limiter au minimum les conséquences involontaires des interventions sur les infrastructures, telles que l'augmentation des loyers, ainsi que d'autres facteurs d'attraction et de répulsion qu'elles pourraient créer dans les quartiers et dans la région au sens large.

→ **Contribuer à la construction de villes résilientes au changement climatique en s'appuyant sur le système alimentaire et en faisant participer les acteurs urbains à la solution climatique**

Sur la base d'une analyse solide des données relatives à la sécurité alimentaire urbaine liée au climat, le PAM peut contribuer à développer la résilience des systèmes alimentaires urbains et du continuum urbain-rural à l'égard des effets actuels et prévus du changement climatique en renforçant les plans urbains pertinents et en mettant en œuvre des programmes conjoints de résilience urbaine au changement climatique avec les acteurs locaux, nationaux et internationaux concernés. Le PAM peut compléter ses efforts axés sur l'adaptation et la résilience par des actions visant à accroître l'accès à l'énergie, en particulier l'énergie propre, les solutions fondées sur la nature et d'autres interventions d'atténuation du changement climatique dans les villes. Les villes étant une source majeure de déchets alimentaires au niveau mondial, qui se transforment en émissions de gaz à effet de serre, une forte mobilisation des bureaux mondiaux, régionaux, de pays et de terrain du PAM en faveur de la réduction des déchets alimentaires, ainsi que des programmes et activités connexes dans les zones urbaines, peut faire la différence. Enfin, le PAM explorera les possibilités et les partenariats en matière de financement des risques climatiques afin de consolider ses efforts d'adaptation au changement climatique dans les zones urbaines où se concentrent des populations vulnérables et souffrant d'insécurité alimentaire.



EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 4. LES PROGRAMMES ET LES SYSTÈMES NATIONAUX ET LOCAUX SONT RENFORCÉS

L'urbanisation rapide dépasse la capacité des collectivités locales à planifier et à desservir adéquatement leurs populations urbaines croissantes. Les administrations se retrouvent souvent avec des ressources limitées et des capacités restreintes pour faire face aux besoins croissants des populations touchées dans les zones urbaines. Le PAM peut aider les acteurs locaux et nationaux à être plus responsables vis-à-vis des populations urbaines touchées en étant mieux armés pour comprendre les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition dans les zones urbaines ainsi que fournir efficacement des services et des programmes pour y faire face. Par sa réponse, le PAM peut s'efforcer de relever plusieurs défis urbains, notamment la couverture limitée des programmes formels de protection sociale dans les zones urbaines, les faibles liens entre les zones rurales et urbaines qui ont un impact sur l'efficacité des systèmes alimentaires, la nécessité d'améliorer les données et les mesures essentielles pour renforcer les capacités et les systèmes nationaux, y compris pour promouvoir la redevabilité envers les personnes affectées.

→ **Aider les gouvernements à renforcer et à étendre les programmes de protection sociale dans les zones urbaines**

En s'appuyant sur sa stratégie de protection sociale et sur son approche intersectionnelle de l'inégalité, le PAM peut aider les partenaires gouvernementaux à étendre ou à développer des programmes de protection sociale qui atteignent les populations vulnérables exclues des filets de sécurité dans les zones urbaines, telles que les travailleurs informels, les populations déplacées ou les personnes vivant dans des habitats informels. Le soutien et les actions complémentaires du PAM peuvent être fournis sous diverses formes et dépendent de l'existence ou de la capacité du système national de protection sociale, notamment de son architecture, des caractéristiques du programme ainsi que des éléments de connaissance et d'apprentissage.⁵¹ Parmi les exemples de soutien technique et de services pertinents pour les zones urbaines, on peut citer des conseils sur la conception d'un ciblage et d'un établissement des priorités adéquats, en particulier dans les logements de ménages à faible revenu et habitats informels, la mise en place de registres uniques améliorés, la conception de mécanismes de redevabilité à l'égard des bénéficiaires, la définition et l'établissement de mécanismes

Le PAM peut également promouvoir et soutenir le renforcement des liens entre la protection sociale et les systèmes de santé, d'éducation et de gestion des risques de catastrophe. Cela peut se faire à travers un soutien technique, notamment en matière de politique, de plaidoyer et de production de données probantes.

51 Pour plus de détails sur les éléments constitutifs d'un système national de protection sociale et les modes de soutien, se référer à la stratégie de protection sociale du PAM (2021).

52 Il s'agit de liens à la fois physiques et immatériels, allant de l'infrastructure routière aux services numériques et financiers, en passant par les transactions et réseaux sociaux et économiques susceptibles de renforcer les systèmes alimentaires et le fonctionnement des chaînes de valeur.

de distribution appropriés, le calcul de valeurs de transfert adaptées au contexte urbain et favorisant la capacité des personnes à acquérir une quantité suffisante d'aliments sains.

Compte tenu de l'accroissement des inégalités et de l'exclusion en milieu urbain, de l'augmentation de la population jeune et des dimensions générées de la vulnérabilité dans les zones urbaines, le PAM peut également aider les gouvernements à faire en sorte que les programmes de protection sociale en milieu urbain contribuent à l'autonomisation économique et sexospécifique des groupes les plus marginalisés. Il peut s'agir d'un soutien technique pour l'intégration de composantes d'inclusion financière dans la conception du programme, ainsi que d'approches de transformation en matière de genre et tenant compte de la nutrition.

Le PAM peut aussi promouvoir et soutenir le **renforcement des liens entre** la protection sociale et les systèmes de santé, d'éducation et de gestion des risques de catastrophe. Cela peut se faire à travers un soutien technique, notamment en matière de politique, de plaidoyer et de production de données probantes. Par exemple, la coordination et la coopération entre les **acteurs du développement social et les autorités nationales de gestion des catastrophes** peuvent renforcer la cohérence et la complémentarité entre les systèmes et contribuer à l'efficacité des programmes de réaction aux chocs ainsi que des efforts de préparation urbaine.

Des liens plus étroits sont également nécessaires avec les collectivités locales et les acteurs du développement urbain, en particulier pour promouvoir une meilleure intégration des filets de sécurité sociale dans les programmes existants d'amélioration des bidonvilles/quartiers et d'autres interventions spatiales et de développement en faveur des pauvres mises en œuvre à l'échelle urbaine. Cette complémentarité permet d'agir simultanément sur de multiples facteurs qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines, notamment en remédiant aux revenus insuffisants ou instables des groupes vulnérables vivant dans des bidonvilles ou des habitats défavorisés, tout en améliorant les conditions d'insalubrité ou de danger que l'on trouve couramment dans leur environnement de vie.

→ **Aider les gouvernements à étendre et à affiner l'évaluation urbaine, les méthodes de ciblage et les processus visant à améliorer la redevabilité envers les personnes affectées**

Le PAM peut tirer parti de ses compétences en matière de programmation, de données et d'analyse pour aider les gouvernements à guider, documenter et intégrer des approches innovantes en matière de collecte de données sur les populations vulnérables et les zones urbaines au sens large. Le soutien technique concret peut comprendre la mise en place de mécanismes et d'outils appropriés pour associer les communautés et les acteurs locaux au processus de ciblage et d'établissement des priorités, l'exploitation de la technologie et des communications numériques pour améliorer la collecte de données et la communication avec les communautés sur les décisions de

ciblage, une aide technique à la mise en place et à la gestion de mécanismes de rétroaction communautaire, l'adaptation des méthodes d'évaluation, y compris l'échantillonnage et la sélection des indicateurs, au contexte urbain et/ou la fourniture d'évaluations de la vulnérabilité urbaine pour éclairer les décisions sur les critères de vulnérabilité et la sélection des domaines urbains, entre autres.

→ **Aider les gouvernements à améliorer l'efficacité des systèmes alimentaires et des liens entre les zones rurales et urbaines**

Le PAM peut soutenir les gouvernements et leur fournir des services en vue de renforcer les systèmes alimentaires, les liens entre les zones rurales et urbaines⁵³ et le fonctionnement des chaînes de valeur qui approvisionnent les zones urbaines, en augmentant leur résilience aux chocs et en améliorant leur efficacité pour répondre à la demande croissante de nourriture dans les villes. Il s'agira notamment de soutenir les activités de plaidoyer, les politiques et les programmes à différents niveaux, en fonction des besoins du contexte ainsi que des acteurs nationaux et locaux.

Par exemple, le PAM peut tirer parti de ses compétences en matière de chaînes d'approvisionnement et de valeur, de données et d'analyses pour aider les gouvernements à améliorer les performances des systèmes alimentaires, en fournissant des informations opportunes sur le marché et en détectant les goulets d'étranglement existants ou potentiels au niveau du marché/de la chaîne d'approvisionnement. Dans des contextes où la logistique, les chaînes du froid, le transport et les installations de stockage le long de la chaîne de valeur approvisionnant les zones urbaines sont déficientes, le PAM peut également rechercher des partenariats avec le gouvernement, le secteur privé et les IFI, ainsi qu'avec la FAO et ONU-Habitat, afin de promouvoir les investissements dans les infrastructures tout au long de la chaîne de valeur, y compris dans les réseaux routiers, le transport et les installations de stockage qui limitent les perturbations de la chaîne de valeur. Ces interventions peuvent contribuer à réduire les pertes alimentaires après récolte, à diminuer le coût des aliments sains dans les zones urbaines, à améliorer la sécurité alimentaire, à aider les acteurs des collectivités locales à gérer la croissance et les ressources naturelles ainsi qu'à créer des emplois correctement rémunérés tout au long de la chaîne de valeur (dans les secteurs de la production, du stockage, de la distribution et de la vente au détail).

Le PAM peut investir dans la mise en place de partenariats avec les petites villes et les villes secondaires et les soutenir, car celles-ci jouent un rôle clé dans la transformation des systèmes alimentaires, en raison de leur proximité avec les zones rurales environnantes ou de leur emplacement au sein des systèmes villes-régions, ce qui en fait des points d'ancrage stratégiques pour les interventions dans le domaine des systèmes alimentaires.

53 Les déserts alimentaires peuvent être décrits comme des zones géographiques dans lesquelles les résidents ont un accès limité ou inexistant à des options alimentaires abordables et saines. Ce concept tient compte du type et de la qualité des aliments disponibles, ainsi que de l'accessibilité sous la forme de la proximité des magasins d'alimentation et des détaillants.

54 CPI, 2018.

L'établissement de partenariats avec les acteurs du développement urbain dans le cadre de ces initiatives peut favoriser une meilleure intégration des systèmes alimentaires dans les **plans de développement régionaux et locaux**, ce qui peut aussi attirer et générer des investissements à plus long terme.

Enfin, le PAM peut investir dans la mise en place de partenariats avec les **petites villes et les villes secondaires et les soutenuir**, car celles-ci jouent un rôle clé dans la transformation des systèmes alimentaires, en raison de leur proximité avec les zones rurales environnantes ou de leur emplacement stratégique au sein des systèmes villes-régions, ce qui en fait des points d'ancrage cruciaux pour les interventions dans le domaine des systèmes alimentaires.

→ **Aider les gouvernements à intégrer les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les plans, programmes et interventions de développement local**

Les acteurs du développement urbain ont souvent recours à des cadres régionaux d'utilisation des terres, à des plans de développement des infrastructures, à des programmes de gestion des déchets et de l'eau ainsi que d'utilisation mixte pour gérer et développer la ville. Premièrement, le PAM peut sensibiliser aux interconnexions entre ces instruments et les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Deuxièmement, le PAM peut conclure des partenariats pour tirer parti de ces instruments afin d'améliorer l'infrastructure de services dans les zones où des interventions en matière d'alimentation scolaire et de nutrition sont nécessaires (par exemple pour lutter contre les déserts alimentaires),⁵³ pour améliorer l'accès aux emplois et stimuler les économies locales, ou pour réduire le gaspillage alimentaire tout au long de la chaîne de valeur: autant d'éléments qui ont une incidence sur les résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

Dans la mesure du possible, le PAM doit s'employer à relier ses projets de création/réhabilitation d'actifs, de travaux publics et d'alimentation scolaire aux plans existants à l'échelle de la ville ou du quartier, en particulier ceux qui visent à améliorer les conditions de vie dans les habitats défavorisés, exposés à des risques ou informels. Cela favorisera la complémentarité et la durabilité des efforts, ainsi que la réussite des stratégies de sortie. Enfin, la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain ne sont souvent pas reconnues par les collectivités locales et les ministères chargés de la planification urbaine ou sont considérées comme un mandat « non financé ». Le PAM est bien placé pour défendre ces causes, fournir des données probantes et renforcer les capacités des collectivités locales, en mettant l'accent sur la transformation des systèmes alimentaires et l'amélioration des liens entre les zones rurales et les zones urbaines. Le PAM, en collaboration avec des partenaires clés tels que la FAO et ONU-Habitat, peut souligner les possibilités pour les collectivités locales d'utiliser cette approche afin de gérer la croissance urbaine et d'aborder la transition foncière créée par l'urbanisation, en établissant des liens clairs avec le changement climatique et la durabilité environnementale. Le PAM peut également jouer un rôle important dans

la médiation et l'encouragement d'une meilleure collaboration sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition entre le niveau des villes et les niveaux fédéral/infranational ou national.



EFFET DIRECT STRATÉGIQUE 5. LES ACTEURS DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DU DÉVELOPPEMENT SONT PLUS EFFICIENTS ET PLUS EFFICACES

Les crises urbaines survenues au cours de la dernière décennie ont mis en évidence les difficultés d'intervention dans les villes et certaines des faiblesses de la coordination et de la fourniture de l'aide dans les zones urbaines complexes. Parmi les enseignements tirés, on peut citer la nécessité d'une réponse plus globale et d'une coordination intersectorielle plus forte (p. ex. entre les groupes) pour traiter les questions multisectorielles et les besoins essentiels, ainsi que la nécessité de donner la priorité aux acteurs locaux pour favoriser l'appropriation et une meilleure coordination.⁵⁴ Malgré ces défis, les villes offrent des possibilités qui peuvent être exploitées pour aider les partenaires travaillant dans les domaines de l'aide humanitaire et du développement à être plus efficaces dans les zones urbaines. Il s'agit notamment du potentiel inexploité d'utilisation des données urbaines dans la réponse aux crises, ainsi que des possibilités d'utilisation accrue de l'innovation technologique et des solutions numériques. La réponse du PAM peut comprendre les interventions suivantes:

→ **Renforcer l'accent mis par le mécanisme des groupes sur les zones urbaines**

Le PAM continuera de veiller à ce que les groupes du Réseau des télécommunications d'urgence, de la logistique et de la sécurité alimentaire mondiale fassent participer les acteurs urbains dans les zones où les groupes sont activés pendant les crises et dans les activités pertinentes de préparation aux situations d'urgence. L'inclusion d'acteurs urbains peut contribuer aux efforts des groupes pour alléger les contraintes liées à la fourniture de l'aide humanitaire dans les zones urbaines. Reconnaisant la nature multisectorielle des réponses à ces crises, les groupes dirigés par le PAM encourageront la coordination entre eux sur les questions urbaines aux niveaux mondial et local. Avant les situations d'urgence, les trois groupes intégreront dans leur matériel de formation le contexte urbain, la préparation aux crises urbaines et l'amélioration des interventions d'urgence dans/par les villes. Le PAM peut de même étendre la fourniture de ses services à la demande et de ses solutions de conseil pour soutenir les initiatives urbaines des gouvernements nationaux et celles du système des Nations Unies pour le développement.

→ **Développer les capacités des villes les plus exposées aux risques en matière de données et d'analyse**

Le PAM peut aider les villes les plus exposées aux risques à accroître leurs capacités et à déployer/améliorer les outils de collecte, d'analyse et d'utilisation de données urbaines solides et détaillées sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les besoins essentiels, en collaboration avec

d'autres acteurs concernés qui interviennent déjà dans ces zones urbaines. Le PAM peut également soutenir les processus opérationnels, la gouvernance des données, la gestion des données et la technologie afin d'encourager des contributions en faveur d'autres partenaires via des structures à source ouverte. L'objectif principal consiste à permettre aux villes d'approfondir les questions de sécurité alimentaire et de nutrition en milieu urbain, de définir de nouvelles solutions et, lorsque ces solutions arrivent à maturité, de partager les résultats et le processus avec d'autres villes de leur pays respectif afin de reproduire les bonnes pratiques.

→ Déployer des solutions innovantes/numériques pour combler les lacunes de l'intervention humanitaire dans les zones urbaines

Le PAM peut aider les villes les plus exposées aux risques, l'écosystème des acteurs urbains et les populations touchées à déployer des solutions numériques adaptées à leurs besoins et à leurs contextes locaux spécifiques. Les images satellitaires, la technologie des drones (p. ex. pour cartographier les bidonvilles/logements informels ou les quartiers urbains), les applications d'apprentissage automatique et d'intelligence artificielle peuvent ainsi être utilisées pour améliorer les systèmes locaux sur la base des capacités existantes de la ville et de ses acteurs.

→ Veiller à ce que les interventions du PAM en matière d'ingénierie et d'infrastructure contribuent au développement urbain

En collaboration avec ses partenaires, le rôle du PAM dans les interventions d'ingénierie (p. ex. construction, rénovation ou réparation rapide des routes, des ponts, des écoles et des infrastructures communautaires, des entrepôts, des installations de production et de distribution alimentaires) dans les villes et les zones urbaines en difficulté visera non seulement à répondre aux besoins urgents en matière d'alimentation et de sécurité, mais aussi à soutenir la communauté humanitaire et les partenaires en rétablissant l'accès physique et, si possible, à contribuer au développement à plus long terme des villes bénéficiaires, conformément à leur plan de développement local respectif.

→ Veiller à l'inclusion et à la mise en forme des exigences de la programmation urbaine à la fois dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et les plans d'aide humanitaire

Le PAM peut jouer un rôle considérable en intégrant, en soulignant et en mettant en forme les exigences en matière de programmation urbaine du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et des plans d'aide humanitaire. Grâce à son corpus d'analyses, le PAM peut repérer et mettre en évidence les problèmes les plus urgents en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en milieu urbain ainsi que leurs causes profondes, et intégrer ces aspects dans les analyses communes des pays dans lesquels il intervient. Cela peut par conséquent permettre à l'équipe de pays des Nations Unies et à ses membres d'élaborer des solutions et des programmes éclairés au titre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, afin de résoudre les problèmes urbains dominants dans le pays.

De même, le PAM contribuera à intégrer des éléments urbains dans le processus de ciblage et les analyses des besoins/lacunes des plans d'aide humanitaire, ainsi que dans l'élaboration conjointe des priorités stratégiques de ces plans, des approches d'intervention, des activités des groupes/sectorielles, du suivi de l'intervention et d'autres éléments pertinents du plan d'aide humanitaire, afin de tenir compte des répercussions urbaines et rurales des crises humanitaires et d'y remédier.

Le PAM travaillera également avec l'UNCT/UNHCT en vue de créer des mécanismes de coordination infranationaux appropriés dans les villes, le cas échéant, afin de mieux associer les acteurs locaux et d'améliorer les capacités de réponse locales à faire face aux crises.

CONTRIBUER À L'ENGAGEMENT ET AUX PARTENARIATS AU NIVEAU MONDIAL

→ Mettre en place des partenariats mondiaux et régionaux multipartites, les renforcer et entretenir des liens avec eux

Grâce à son statut international, à sa large présence sur le terrain, à sa portée mondiale et à sa crédibilité, le PAM peut se positionner stratégiquement comme défenseur de la sécurité alimentaire et de la nutrition en milieu urbain au sein de l'écosystème complexe des

Grâce à son corpus d'analyses, le PAM peut jouer un rôle considérable en intégrant, en soulignant et en mettant en forme les exigences en matière de programmation urbaine du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et des plans d'aide humanitaire.



acteurs urbains en mettant en place des partenariats multipartites, en les renforçant et en entretenant des liens avec eux aux niveaux mondial, régional, national et infranational. Les partenariats comprennent des alliances et des réseaux de villes, des réseaux d'acteurs non gouvernementaux, des organismes des Nations Unies chargés de l'urbanisation durable, tels que ONU-Habitat, le PNUD et autres, des équipes de pays des Nations Unies, des autorités municipales/locales et d'autres acteurs urbains. Les partenariats urbains multipartites peuvent porter sur les domaines traditionnels du PAM tels que la protection sociale, l'agriculture, la gestion des crises/les secteurs humanitaires et de la santé, ou sur de nouvelles collaborations dans des secteurs non traditionnels tels que les infrastructures, les abris, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et la gouvernance locale, qui peuvent avoir une incidence directe ou indirecte sur la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain.

Pour ce faire, le PAM intensifiera son engagement dans les forums mondiaux pertinents et les débats de haut niveau, notamment dans le cadre du Comité permanent interorganisations, du Groupe mondial de la sécurité alimentaire et de l'Alliance mondiale contre les crises urbaines, ainsi que dans le cadre des réseaux mondiaux de villes et de collectivités locales tels que Gouvernements locaux pour la durabilité, Cités et gouvernements locaux unis, le Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain, le C40, entre autres.

Le cas échéant, le PAM peut également convoquer des plateformes mondiales et régionales ou renforcer sa participation à celles-ci, en réunissant des acteurs internationaux et des organisations régionales gouvernementales (p. ex. Union africaine, ANASE, SADC, Forum des îles du Pacifique, etc.) afin de sensibiliser à la sécurité alimentaire et à la nutrition en milieu urbain ainsi que de promouvoir la collaboration et le dialogue multipartites.

Au niveau national, le PAM peut aussi plaider en faveur d'une meilleure cohérence des politiques et d'une coopération à un niveau de coordination supérieur, afin de permettre l'élaboration de plans d'action multisectoriels pour les zones urbaines ainsi qu'une supervision et une orientation efficaces des interventions programmatiques.

→ Influencer les débats sur les politiques

La crédibilité et le statut international du PAM le placent en outre en bonne position pour influencer les débats sur les politiques internationales, nationales et locales, contraignantes ou non, relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition en milieu urbain. Sa participation active aux dialogues et processus mondiaux et régionaux d'élaboration des politiques peut contribuer à intégrer les défis de la sécurité alimentaire et de la nutrition en milieu urbain dans les politiques correspondantes, notamment dans des domaines tels que les liens entre les zones rurales et urbaines, la transformation des systèmes alimentaires et la nutrition.

La politique urbaine nationale est un domaine particulièrement stratégique dans lequel le PAM peut intégrer des mesures de sécurité alimentaire et de nutrition susceptibles de se répercuter sur toutes les

administrations urbaines d'un pays. Cette démarche peut être complétée par un engagement dans les processus législatifs relatifs aux politiques de développement urbain pertinentes (p. ex. infrastructures). Au niveau local, le PAM doit faire participer les villes les plus exposées aux risques et les plus stratégiques à l'élaboration de « politiques modèles » en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en milieu urbain, que d'autres villes et pays présentant des contextes similaires peuvent reproduire.

→ Commander des recherches et faciliter les échanges pour générer et communiquer des expériences à tous les niveaux

Le développement de la recherche ainsi que la promotion des plateformes et événements d'échange de connaissances peuvent contribuer à susciter l'intérêt et à combler les lacunes en matière de connaissances et de sensibilisation sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition en milieu urbain. Ces recherches et ces échanges peuvent être menés au niveau local comme au niveau mondial, et leurs conclusions peuvent servir de base aux discussions sur les politiques et à l'élaboration de solutions. Cette stratégie peut aussi tirer parti des centres d'excellence du PAM, de sa participation à des plateformes mondiales telles que le Forum urbain mondial, de son soutien aux gouvernements dans le cadre de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ainsi que d'un partenariat éventuel avec les universités des grandes villes pour la production de connaissances locales, entre autres, afin de profiter au maximum de la présence du PAM au sein de la communauté urbaine mondiale.

→ Atteindre les villes par des actions de plaidoyer

Bien qu'il ne soit pas possible de s'engager directement dans toutes les zones urbaines touchées, le PAM peut atteindre les villes et leur écosystème d'acteurs à travers une solide stratégie de plaidoyer axée sur les points suivants:

- Intégrer la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain dans le développement urbain global, des villes inclusives et les cadres connexes pour les zones urbaines.
- Encourager les acteurs locaux à mettre en œuvre/adapter les systèmes et initiatives nationaux soutenus par le PAM dans leurs villes.
- Permettre au PAM de mieux mettre en œuvre son travail dans les villes.

Les domaines de plaidoyer sont multiples, comme le montrent les chapitres précédents, mais cela peut également comprendre la prise en compte des groupes de réfugiés, de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et de migrants dans la composante relative à la sécurité alimentaire et à la nutrition des plans et programmes appropriés des villes hôtes. Plus important encore, le PAM peut donner aux maires, aux autorités locales, aux planificateurs, aux dirigeants communautaires et aux citoyens des « villes championnes du PAM » les moyens d'inspirer les autres en parlant à leurs homologues de stratégies, de programmes et de solutions que d'autres villes peuvent reproduire.

2.5 Mise en œuvre des priorités transversales du PAM dans les zones urbaines

ÉGALITÉ DES SEXES ET AUTONOMISATION DES FEMMES

Reconnaissant que les femmes et les filles n'ont pas le même niveau d'accès aux possibilités et aux services dans les zones urbaines (voir sections 1.2 et 1.3 du chapitre I), le PAM soutiendra l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans son travail dans les zones urbaines, notamment par les moyens suivants:

- Prendre en considération les dimensions genrées de la vulnérabilité urbaine dans ses données et ses analyses, les utiliser pour la conception de programmes au niveau du bureau de pays et la conception de stratégies au niveau du bureau régional.
- S'efforcer de verser de l'argent sur les comptes numériques des femmes au nom de leur famille et plaider auprès des gouvernements nationaux pour qu'ils accordent également la priorité aux femmes comme bénéficiaires de leurs paiements au titre de la protection sociale.
- Permettre aux femmes d'utiliser les comptes existants de leur choix ou d'ouvrir de nouveaux comptes pour recevoir de l'argent provenant de diverses sources de revenus: aide sociale du gouvernement, envois de fonds, PAM, autres organismes humanitaires et leurs propres moyens de subsistance.
- Veiller à ce que la programmation de la résilience et des systèmes alimentaires, ainsi que les interventions fondées sur le marché et relatives à la chaîne d'approvisionnement, tiennent compte des contraintes spécifiques au genre et génèrent des sources de revenus rentables, des compétences et des réseaux

pour les femmes, augmentant ainsi leur capital social et économique.

- Prendre soigneusement en considération, lors de la conception des programmes, les conséquences indésirables de ses programmes susceptibles d'exposer les femmes à la violence sexiste, en raison de la modification de la dynamique des revenus au sein des ménages, des schémas de mobilité des femmes ou des moments dédiés aux tâches ménagères et aux soins qui ne seraient plus effectués lorsqu'il fait jour.
- Lors de la programmation de l'amélioration ou de la remise en état des infrastructures de base, le PAM peut veiller à ce que ces améliorations physiques contribuent directement à combler les écarts entre les genres au sein de la communauté, en améliorant la sécurité des femmes dans le quartier, en facilitant l'accès à des espaces sociaux sûrs pour les loisirs et l'interaction, ou en générant des revenus pour les femmes afin de promouvoir leur autonomisation économique.

PROTECTION ET REDEVABILITÉ ENVERS LES PERSONNES AFFECTÉES, SENSIBILITÉ AUX CONFLITS ET PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS

L'environnement urbain présente des défis spécifiques liés à la protection, à la redevabilité envers les personnes affectées, à la protection contre l'exploitation et les abus sexuels ainsi qu'à la sensibilité aux conflits, qui éclaireront la programmation du PAM dans les villes.



Il s'agit notamment des éléments suivants:

- Par rapport aux zones rurales, l'hétérogénéité et la densité des groupes de population vivant côte à côte sont plus élevées dans les environnements urbains, où la cohésion sociale est souvent plus fragile en raison des divisions qui s'opèrent le long des lignes socio-économiques, ethniques, politiques ou religieuses.
- Les habitats défavorisés et informels sont fréquemment politisés par les autorités locales formelles et informelles et par les « gardiens » de la communauté, ce qui peut entraîner des détournements, des exclusions et des pratiques fiscales informelles ayant des conséquences sur le recensement et la protection des communautés et des personnes les plus marginalisées.
- La criminalité et la violence sont souvent plus élevées dans les zones urbaines, de même que les risques de stigmatisation, d'exclusion sociale et de discrimination fondés sur le sexe, l'âge, le déplacement, le handicap, le statut sérologique pour le VIH, l'appartenance à un groupe (gangs de jeunes), le contrôle territorial et/ou social.
- Les stratégies d'adaptation négatives à haut risque sont courantes dans les bidonvilles et les zones à faibles revenus, et touchent particulièrement les femmes et les filles.
- Les expulsions fréquentes et le sans-abrisme sont des problèmes habituels pour les personnes touchées par la pauvreté dans les zones urbaines, les personnes qui vivent de salaires journaliers et celles qui dépendent du secteur informel. Ces risques sont souvent exacerbés en période de ralentissement économique et d'autres chocs.

Le PAM doit être conscient de ces questions et de leur interaction avec les programmes urbains et la réponse apportée, afin d'atténuer ces risques autant que possible. Le PAM peut soutenir la protection, la redevabilité envers les personnes affectées et la sensibilité aux conflits dans son travail dans les zones urbaines en appliquant une **approche centrée sur les personnes** à la conception et à la mise en œuvre des programmes, notamment en:

- Renforçant le recours à l'analyse du contexte dans ses interventions urbaines, afin de garantir une compréhension adéquate des dynamiques nationales et locales ainsi que des principales parties prenantes à tous les niveaux, et de mettre en place les partenariats et les canaux de communication appropriés.
- Utilisant des outils et des compétences non techniques pour adapter l'engagement communautaire au contexte urbain, sur la base de la politique du PAM en matière de protection et d'obligation redditionnelle ainsi que de ses orientations sur l'engagement communautaire à des fins de redevabilité envers les personnes affectées. Cela se fera à toutes les étapes cruciales du cycle du programme, notamment l'évaluation, la conception et le ciblage, afin d'atténuer les risques de tensions communautaires pendant les périodes de changement

programmatique comme les exercices de reciblage et les stratégies de sortie.

- Investissant dans un plus grand nombre de projets pilotes et d'échanges sur les mécanismes de rétroaction communautaire dans les contextes urbains, y compris sur la manière de relever les défis posés par les exercices d'intensification et de reciblage.
- Appliquant des normes minimales de sensibilité aux conflits grâce à une analyse des conflits et des risques ainsi qu'à un suivi des risques tout au long du cycle du programme, afin d'anticiper et d'atténuer toute conséquence imprévue de ses interventions pour les populations touchées par un conflit et d'en optimiser les effets positifs sur la paix et la cohésion sociale, dans la mesure du possible.
- Renforçant les capacités des acteurs locaux et des prestataires de services susceptibles d'entrer en contact avec les populations touchées en matière de principes relatifs à la protection et à la redevabilité envers les personnes affectées, ainsi que d'inclusion des personnes handicapées.

Enfin, le PAM s'appuiera sur l'analyse du contexte ainsi que sur d'autres sources d'information pour évaluer et analyser les risques en matière de protection contre l'exploitation et les abus sexuels afin de définir et de mettre en place des stratégies appropriées de prévention, d'intervention et de mitigation.

En collaboration avec les acteurs de la protection et d'autres parties prenantes, le PAM s'efforcera de sensibiliser les partenaires coopérants et les partenaires non traditionnels qui soutiennent ses interventions en milieu urbain aux questions liées à la protection contre l'exploitation et les abus sexuels, ainsi que de développer leurs capacités en ce sens.

DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

Grâce à sa large présence aux niveaux mondial, régional, national et local, le PAM contribuera à la durabilité environnementale dans les zones urbaines en améliorant, réhabilitant et protégeant l'environnement, en prévenant la pollution et en réduisant les déchets alimentaires, en améliorant les installations et les pratiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), et en promouvant des pratiques durables bénéfiques pour la sûreté et la sécurité alimentaires ainsi que la nutrition dans les villes.

Le PAM continuera d'améliorer la durabilité de ses propres interventions et leur utilisation efficace des ressources, tout en plaidant pour des opérations écologiquement durables auprès de ses partenaires et en renforçant leurs capacités respectives à planifier et à mettre en œuvre des activités respectueuses de l'environnement qui contribuent à la sécurité alimentaire et à la nutrition en milieu urbain lors d'interventions d'urgence, d'aide humanitaire et de développement.

3.

Assurer le succès



3.1 Au service de l'objectif visé: réorientations de la politique de programme pour concrétiser la vision urbaine

Les capacités et l'empreinte opérationnelle du PAM dans les zones urbaines se sont considérablement développées au cours de la dernière décennie, et des efforts importants ont été déployés pour faire progresser les connaissances et les pratiques dans ce domaine. Pour concrétiser la vision du PAM et réaliser ses objectifs dans les zones urbaines, la présente stratégie décrit un objectif de politique programmatique complété par des réorientations clés. Ces réorientations permettent au PAM de relever le défi urbain et d'apporter une contribution plus efficace sur la base de son mandat et de son avantage comparatif.

Cela signifie que nos programmes feront le point sur les facteurs qui influencent l'accès des personnes à la nourriture, à un régime alimentaire nutritif et aux besoins essentiels dans les zones urbaines, et qu'ils les utiliseront explicitement dans leur conception et leur mise en œuvre. Le PAM pourra alors répondre à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition dans les zones urbaines en s'attaquant aux vulnérabilités découlant des **facteurs propres à la ville**. La plupart de ces réorientations de programme possèdent déjà une base solide au sein de l'organisation; néanmoins, elles nécessitent un investissement supplémentaire visant à les accélérer ou à les intégrer davantage dans la programmation et l'établissement de partenariats.

L'objectif politique programmatique de cette stratégie est le suivant:

Renforcer l'accent mis sur l'urbanisation dans le soutien et les interventions du PAM, en intégrant les perspectives urbaines dans sa programmation de manière multisectorielle, complémentaire et cohérente avec les actions menées par les acteurs de l'aide humanitaire, du développement, de la paix et locaux.



Les **réorientations clés suivantes** ont été définies:



RÉORIENTATION 1: RENFORCER NOS PARTENARIATS POUR LA PROGRAMMATION URBAINE

Cette réorientation résume qui sont les acteurs clés dans les zones urbaines, pourquoi il est important de travailler en partenariat avec eux, et les actions initiales pour accélérer cette réorientation dans la politique de programme.

Qu'est-ce qui distingue le partenariat dans les zones urbaines?

• **Multiplicité des acteurs et des intérêts dans les zones urbaines:** Dans les zones urbaines, il existe un ensemble d'acteurs locaux qui font partie de la solution. Des collectivités locales au secteur privé, des entrepreneurs aux fédérations de citoyens pauvres, des universitaires aux prestataires de services financiers, chacun avec son propre ensemble d'intérêts, de valeurs et de normes. Pour s'orienter dans cet environnement opérationnel, il faut connaître les intermédiaires, ainsi que les rôles et les responsabilités des acteurs formels et informels. Nombre de ces acteurs participent également à la fourniture de services et/ou de systèmes de soutien non officiels aux populations urbaines les plus vulnérables, et ont probablement joué un rôle dans la réponse à des crises antérieures/en cours. La mise en place de partenariats a des implications importantes en matière de politiques et de programmation, par exemple pour **les processus de ciblage, l'accès humanitaire**, le renforcement des **systèmes locaux** et la réussite des **stratégies de sortie**, entre autres.

• **Nature multisectorielle des défis en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les zones urbaines:** Pour être efficace dans les zones urbaines, le PAM doit combiner ses capacités et compétences opérationnelles avec celles de partenaires techniques solides dans plusieurs secteurs. Ces partenariats multisectoriels peuvent porter sur des engagements et des programmes complémentaires dans les domaines traditionnels du PAM tels que l'aide sociale, l'agriculture, la gestion des crises/les secteurs humanitaires et de la santé, ou sur de nouvelles collaborations dans des secteurs non traditionnels tels que les infrastructures, les abris, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) et la gouvernance locale, qui peuvent avoir une incidence directe ou indirecte sur la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain. Des partenariats multisectoriels plus solides sont également décisifs pour réduire le déficit de financement, pour jeter les bases d'un passage rapide aux programmes nationaux lorsque cela est possible et pour garantir la mise en œuvre d'ensembles bien intégrés.

• **Rôle clé des collectivités locales:** Les collectivités locales fixent les règles du développement des zones urbaines et du bien-être de leurs citoyens, y compris l'expansion des villes et l'entretien des infrastructures et des services de base afin d'améliorer les possibilités de logement et de subsistance. Les collectivités locales réglementent souvent la qualité, l'emplacement et le zonage des services et infrastructures alimentaires et de marché, notamment les

normes d'entretien et de construction. Elles réglementent le commerce local, la publicité et la fiscalité, la vente ambulante, les transports et la mobilité, et peuvent donc avoir un impact considérable sur le caractère abordable des régimes alimentaires sains. Elles représentent non seulement un allié évident pour la transformation des systèmes alimentaires, mais sont également essentielles pour assurer l'efficacité et l'applicabilité des programmes du PAM, ainsi que la réussite des stratégies de sortie.

Le PAM peut accélérer cette réorientation interne en prenant les mesures suivantes:

• **Intégrer une cartographie des acteurs majeurs et une analyse du pouvoir dans la conception des programmes:**

Une bonne compréhension de l'écosystème des acteurs urbains doit permettre de trouver des points d'ancrage pour l'engagement et de nouer les bons partenariats dans les zones urbaines complexes. Cela doit inclure une cartographie des acteurs majeurs qui comprend également les structures de gouvernance et les acteurs informels, l'analyse du pouvoir et la prise en considération des intérêts politiques, des risques éthiques et relatifs à la sécurité dans les zones urbaines.

• **Élaborer des orientations globales pour la mise en place de partenariats et la coordination dans les zones urbaines:**

Le PAM travaillera avec une myriade de parties prenantes et devra coordonner la programmation à travers toute une série de secteurs et d'institutions partenaires. Cela souligne l'importance de disposer à la fois d'orientations globales et des systèmes de coordination et de gestion nécessaires pour traiter avec des partenaires multiples. Ces orientations aideront les bureaux régionaux et les bureaux de pays à définir de nouveaux partenariats en matière de ressources, de connaissances, de politiques et de gouvernance, de plaidoyer et de capacités, à nouer des relations efficaces et à transmettre des messages clairs aux partenaires nouveaux et potentiels sur la vision et la proposition de valeur du PAM.

• **Rechercher l'alignement et la complémentarité**

avec les programmes, plans et projets existants des collectivités locales (p. ex. plans de développement urbain, d'infrastructure, de relèvement et/ou de gestion des risques de catastrophe), afin de garantir que les programmes sont rationalisés dans les efforts locaux et contribuent à des résultats à long terme. Cela ouvrira également la voie à des stratégies de sortie plus fructueuses. Des activités telles que la remise en état des infrastructures de base nécessiteront une coordination avec les collectivités locales et le respect des codes, plans et réglementations locaux en matière de construction.

• **Contribuer à une approche de l'urbanisation durable à l'échelle du système des Nations Unies:**

Une intervention coordonnée et intégrée est au cœur de l'approche du développement urbain durable adoptée à l'échelle du système des Nations Unies. Le PAM accélérera ce travail en recensant les possibilités de renforcer la collaboration et la complémentarité avec les principaux organismes des Nations Unies intervenant dans les zones urbaines, afin d'étudier comment des initiatives conjointes pourraient permettre d'obtenir des résultats collectifs au niveau national et au niveau des villes dans divers pays et contextes.

Tableau 3.1. Exemples de partenaires clés pour la programmation dans les zones urbaines

 <p>COLLECTIVITÉS LOCALES ET AUTRES AUTORITÉS INFRANATIONALES</p>	<p>Le PAM s'efforcera de collaborer plus étroitement avec les collectivités locales, notamment pour définir les critères de vulnérabilité, repérer les lieux les plus exposés aux risques dans les zones urbaines ou déterminer des points d'ancrage pour le renforcement des systèmes alimentaires. Il peut également s'agir d'élaborer conjointement des plans et des scénarios tenant compte de l'alimentation et de la nutrition (c'est-à-dire des plans d'urgence et d'alerte précoce). Néanmoins, si les collectivités locales jouent un rôle majeur dans les villes, elles ne sont pas les seuls acteurs administratifs à avoir une influence sur les zones urbaines, et cela peut varier considérablement d'un pays à l'autre. Dans certains contextes, une approche complémentaire de gouvernance multi-niveaux, qui fait appel à d'autres autorités infranationales et nationales compétentes, sera nécessaire en raison des limitations de financement ou de capacité, des contraintes politiques ou de sécurité, entre autres.</p>
 <p>ORGANISMES DES NATIONS UNIES</p>	<p>Le PAM étudiera les possibilités de partenariat avec ONU-Habitat en examinant comment le travail de chaque organisme complète celui de l'autre et comment les deux organismes pourraient parvenir à des résultats collectifs dans divers pays et contextes. Des organismes des Nations Unies tels que la FAO, l'UNICEF, l'OIT, le HCR et le PNUD, notamment, travaillent sur des questions sectorielles en rapport avec les efforts déployés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en milieu urbain et les complètent, en mettant à disposition des éventails de programmes étendus et une grande expérience. Parmi les exemples de domaines de travail pertinents, on peut citer la gouvernance des systèmes alimentaires et les systèmes alimentaires des villes-régions (FAO), l'analyse du marché du travail et l'emploi décent (OIT), les interventions WASH et la protection sociale (UNICEF), les filets de sécurité urbains pour les populations déplacées (HCR) ainsi que les évaluations et analyses conjointes, en particulier à l'appui de la triple articulation (tous les organismes de l'ONU), etc.</p>
 <p>SECTEUR PRIVÉ</p>	<p>Le secteur privé est très présent dans la plupart des environnements urbains et joue un rôle essentiel dans l'urbanisation en investissant dans les infrastructures et les industries créatrices d'emplois, ainsi qu'en fournissant des technologies mobiles, des services financiers et des produits de base. En outre, plusieurs domaines de travail du PAM bénéficient d'une collaboration étroite avec le secteur privé, notamment les transferts monétaires, les initiatives d'aide alimentaire pour la formation (FFT) et les systèmes alimentaires. D'autres domaines potentiels de collaboration à renforcer ou à établir comprennent le placement professionnel et l'emploi à long terme, l'enrichissement des aliments et leur commercialisation, les investissements visant à renforcer les liens entre les zones rurales et urbaines, l'amélioration de la prestation des services de base par la promotion de mécanismes réglementaires et d'approvisionnement appropriés, la fourniture et l'intégration de technologies numériques dans la programmation, les données et l'analyse, etc.</p>
 <p>IFI ET BANQUES DE DÉVELOPPEMENT</p>	<p>Les partenariats avec les acteurs du développement, les IFI et les banques de développement telles que la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, entre autres, sont cruciaux, car ceux-ci sont à la pointe des dernières réflexions en matière de développement, encouragent l'innovation et sont des intervenants clés pour renforcer et compléter le soutien stratégique aux gouvernements dans des domaines tels que la protection sociale et le redressement économique inclusif. L'alignement sur leurs investissements, souvent à grande échelle, peut amplifier l'impact des interventions, en particulier dans les systèmes alimentaires, la protection sociale, le développement de la chaîne de valeur et l'amélioration de la prestation des services.</p>
 <p>ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET COMMUNAUTAIRES</p>	<p>Une forte participation de la société civile et des communautés apporte des compétences et des connaissances locales inestimables, approfondit la participation et stimule l'inclusion et l'innovation. Le PAM doit travailler activement avec les organisations communautaires telles que les groupes de femmes, les coopératives de travailleurs informels et les groupes d'épargne. Ceux-ci jouent un rôle capital dans la prestation des services, y compris les filets de sécurité informels, en particulier dans les zones où la pénétration des services est faible, et peuvent fournir des connaissances précieuses pour la conception, le ciblage et l'établissement des priorités des programmes, ainsi que la sensibilisation des communautés. En outre, des organisations-cadres de citoyens pauvres ou de travailleurs informels, telles que Slum Dwellers International (SDI) et Femmes dans l'Emploi Informel: Globalisation et Organisation (WIEGO), possèdent à la fois une portée mondiale et des représentations dans des dizaines de pays où le PAM intervient. On observe également une approche de plus en plus locale des politiques alimentaires et des programmes urbains menés par la société civile, qui traitent des questions liées à la sécurité alimentaire, à la nutrition et à l'environnement alimentaire,⁵⁵ dont le PAM peut s'inspirer et qu'il peut mettre à profit.</p>

55 Banque mondiale, FAO, 2018.



RÉORIENTATION 2: ADAPTER LES DONNÉES ET LES MESURES AUX CONTEXTES URBAINS

Les solides compétences du PAM en matière de conception et de réalisation d'analyses de la sécurité alimentaire, de suivi des prix du marché, d'analyse des besoins essentiels et des coûts des régimes alimentaires nutritifs, entre autres, en font un partenaire de choix pour combler les lacunes des données et des connaissances sur la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain, ce qui, à son tour, peut créer une demande accrue pour ces services et soutenir la mobilisation des ressources.

Cependant, il existe des défis spécifiques en matière de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain, qui requièrent une attention particulière dans le cadre de la politique de programme. Ces défis sont notamment les suivants:

• **La mesure de la sécurité alimentaire reste largement centrée sur les zones rurales:** Globalement, l'insuffisance des mesures de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les zones urbaines a également contribué à la méconnaissance de l'ampleur réelle du problème. La sécurité alimentaire doit être définie en fonction des caractéristiques d'un environnement urbain.

Les domaines qui requièrent une attention particulière sont, entre autres, les déterminants sociaux, économiques et spatiaux de l'accès à l'alimentation dans les zones urbaines, la demande et les préférences alimentaires en milieu urbain en fonction des caractéristiques de l'environnement alimentaire urbain, les liens entre les zones rurales et urbaines et leur rôle dans l'obtention de résultats en matière de nutrition.

• **Importance des données intra-urbaines et ventilées:** La connaissance des variations substantielles de la sécurité alimentaire et de l'état nutritionnel des différents segments de la population au sein d'une zone urbaine est cruciale pour l'allocation opportune et adéquate des ressources et de l'assistance. La ventilation entre les quintiles de richesse et la ventilation spatiale, en particulier dans les zones intra-urbaines, requièrent une attention spéciale. Cela permet de mettre en évidence de fortes disparités entre les différents endroits d'une même ville et de découvrir les facteurs physiques et spatiaux souvent négligés qui influencent la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines, tels que la disponibilité et l'état des infrastructures WASH ainsi que d'autres infrastructures de base, la disponibilité des marchés alimentaires, entre autres.

• **L'analyse du contexte n'est pas adaptée aux zones urbaines:** Les analyses de contexte, lorsqu'elles sont conçues dans une optique urbaine, constituent un outil important pour appréhender les zones urbaines de manière globale, notamment en intégrant des informations clés sur les éléments sociaux, économiques, physiques, spatiaux et politiques de la ville. En prenant du recul et en examinant l'impact des différentes dimensions urbaines sur la sécurité alimentaire et la nutrition, le PAM peut obtenir

une vision beaucoup plus large de ce qui se passe dans un environnement alimentaire urbain complexe et l'utiliser pour éclairer les évaluations des vulnérabilités et des besoins urbains qu'il mène, ainsi que les voies à suivre pour assurer l'inclusion des populations défavorisées.

Cette réorientation présente les domaines d'action suivants pour la politique de programme, qui peuvent accélérer notre travail d'adaptation de nos données, mesures et analyses aux environnements urbains:

• **Adapter nos outils et intégrer les données urbaines dans nos systèmes institutionnels existants:** Au cœur de cette réorientation, il s'agit de s'appuyer sur nos compétences, nos outils testés et nos systèmes établis pour garantir une intégration fluide des données urbaines dans nos efforts de programmation, de suivi et d'établissement de rapports. Pour ce faire, cette réorientation propose tout d'abord un examen de nos outils de sécurité alimentaire existants afin d'évaluer leur adéquation aux environnements urbains et la faisabilité d'une adaptation/d'un ajustement réussi(e). Cela permettra d'optimiser l'utilisation des ressources, d'assurer la cohérence avec nos systèmes institutionnels existants et de promouvoir un flux régulier de données urbaines. Voici quelques exemples de réorientations mineures susceptibles d'améliorer l'adéquation de nos outils aux zones urbaines: intégrer les zones urbaines et le marquage dans l'analyse du Cadre Harmonisé/IPC; marquer les marchés avec des indications « urbain/rural » pour le suivi des prix; plaider pour que toutes les données de suivi comportent des questions relatives à la localisation urbaine/rurale; entre autres.

• **Utiliser l'analyse du contexte urbain pour la programmation intégrée:** La compréhension du contexte constitue la première étape d'une fourniture efficace et intégrée de nos services et de notre soutien dans les zones urbaines. Le PAM investira dans la poursuite de l'adaptation et de l'intégration d'une **évaluation urbaine solide, d'une analyse du contexte et d'une cartographie des parties prenantes** dans les données et les analyses qui éclairent la conception des programmes du PAM dans les zones urbaines.

• **Exploiter les données administratives et les systèmes locaux de suivi et de surveillance:** La collecte de données dans les zones urbaines est une entreprise



coûteuse et complexe, et les statistiques officielles ne sont souvent pas représentatives des complexités urbaines, en particulier des inégalités intra-urbaines. Heureusement, l'écosystème d'acteurs et d'institutions présents dans les zones urbaines offre la possibilité d'exploiter les données locales, avec une série de données administratives et de systèmes de suivi qui peuvent à la fois éclairer nos propres programmes, mais aussi fournir des points d'ancrage pour le soutien technique en faveur des gouvernements, notamment pour la validation et l'analyse de leurs propres données, qui peuvent à leur tour inspirer les politiques et les programmes urbains nationaux.

• **Tirer parti des acteurs présents dans les zones urbaines pour les données et l'analyse:** Les évaluations urbaines, y compris l'analyse du contexte et des risques, et la collecte de données intra-urbaines peuvent devenir une entreprise considérable (coûteuse et chronophage) et requièrent différents types de données et d'analyses. Elles sont donc plus efficaces et plus rentables lorsqu'elles sont réalisées en partenariat avec d'autres organismes intervenant dans des contextes urbains, ainsi qu'en collaboration avec des experts et des instituts de recherche locaux. L'analyse conjointe sera particulièrement importante pour éclairer la mise en œuvre de la triple articulation et promouvoir une compréhension commune des besoins, des risques et des vulnérabilités parmi les différents acteurs de l'aide humanitaire, du développement et de la paix.

• **Exploiter les solutions numériques:** Le niveau de connectivité plus élevé et la présence du secteur privé dans les zones urbaines se prêtent à l'intégration de solutions numériques dans la collecte et l'analyse de données pour la programmation urbaine. Le PAM, en coopération avec ses partenaires, a déjà étudié le potentiel des nouvelles techniques et technologies pour faire progresser les évaluations urbaines, y compris l'utilisation de l'open data et du big data, des statistiques d'appel et du suivi en temps quasi réel par des enquêtes téléphoniques.⁵⁶ Les enseignements tirés de ces expériences constituent un point d'ancrage essentiel pour accélérer cette réorientation, y compris la reconnaissance du fait que la technologie numérique doit être complétée par des approches qualitatives auprès des membres de la communauté pour mieux comprendre les risques et les vulnérabilités sous-jacents.⁵⁷

• **Tirer parti des approches communautaires pour la collecte et l'analyse des données:** Le PAM peut aussi s'appuyer sur les communautés et les organisations de base et travailler avec elles pour mettre en place ou renforcer les systèmes communautaires de collecte et d'analyse des données urbaines, en particulier dans les habitats informels ou d'autres zones défavorisées non couverts par les statistiques officielles et d'autres systèmes administratifs. Le PAM peut également

s'inspirer des méthodes d'autorecensement des organisations communautaires, tels que ceux pratiqués par Slum-Dwellers International (SDI),⁵⁸ qui ont fait leurs preuves en ce qui concerne les conditions et les processus à l'origine de la pauvreté urbaine dans les habitats informels.⁵⁹ Avec l'intégration des technologies numériques et informatiques, la collecte de données au niveau communautaire peut en outre éclairer les processus de programmation et de ciblage, susciter une prise de conscience, une appropriation locale et renforcer les capacités des communautés, y compris par des initiatives de communication pour le changement social et comportemental.



RÉORIENTATION 3: ATTEINDRE LES PLUS DÉMUNIS GRÂCE À UN CIBLAGE CENTRÉ SUR LES PERSONNES

Plusieurs caractéristiques des zones urbaines peuvent entraver la mise en place d'un système de ciblage efficace. Il se peut que l'on ne dispose pas de données de base précises sur la vulnérabilité dans les zones urbaines, notamment dans les villes secondaires et les petites villes, ainsi que dans les habitats informels situés dans les grandes villes. Les populations urbaines vulnérables, en particulier les plus marginalisées comme les habitants des bidonvilles, les populations déplacées et migrantes, sont souvent invisibles dans les données, peu susceptibles d'être incluses dans les registres gouvernementaux ou d'être comptabilisées dans les statistiques officielles. Dans le même temps, les nantis et les démunis vivent souvent côte à côte, de sorte qu'il est difficile de déterminer qui est le plus mal loti au sein d'une population urbaine généralement pauvre.

Les dynamiques socio-économiques et politiques, telles que l'alignement politique des groupes communautaires et des encadrements communautaires multiples et concurrents, sont toutes plus courantes dans les zones urbaines, ce qui peut augmenter le risque de fraude et de corruption et susciter des tensions ainsi que des problèmes de protection. Les difficultés d'accès liées à la situation sécuritaire, au contrôle du territoire par des groupes criminels ou à un conflit en cours peuvent également constituer un obstacle de taille lorsqu'elles se situent dans des zones urbaines denses.

Voici les premières actions clés, relatives aux données, aux partenariats et à la collaboration avec les communautés et les complexités locales, nécessaires pour accélérer cette réorientation, en s'appuyant sur le travail de l'initiative de ciblage du PAM et la plateforme créée par celle-ci, ainsi que sur les enseignements tirés de la réponse au Covid-19:

56 D'autres exemples incluent les algorithmes de détection des bidonvilles, OpenStreetMap, Inasafe et la cartographie du drainage (HOT), ainsi que l'échantillonnage de la population par quadrillage. Depuis 2020, la carte HungermapLive du PAM fournit des informations sur la sécurité alimentaire en temps quasi réel, recueillies par des enquêtes téléphoniques réalisées dans 35 pays et portant notamment sur les zones urbaines de cinq pays. Des enquêtes en ligne sur la sécurité alimentaire ont été menées à Port-au-Prince, en Haïti, et dans différentes zones urbaines du Nigeria (te Lintelo et al. 2021).

57 PAM, gFSC, 2017, p. 6

58 SDI est présent dans 32 pays et a organisé des initiatives d'autorecensement dans plus de 7 712 bidonvilles de 200 villes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. De plus amples informations sont disponibles ici: <https://sdinet.org>

59 Mitlin, Patel, 2014; Satterthwaite, Mitlin, Patel; 2011.

• **Intégrer la cartographie des structures locales et collaborer de manière appropriée avec elles:** Les programmes mis en œuvre dans les zones urbaines doivent veiller à ce que les groupes communautaires et les structures d'encadrement locales soient cartographiés dès le départ et à ce que leur dynamique sociale de base soit suffisamment bien comprise pour pouvoir éclairer la conception du ciblage et la gestion des risques. Cette cartographie doit être suivie d'une collaboration appropriée avec un éventail représentatif de parties prenantes, pour laquelle le PAM devra encore améliorer ses outils afin qu'ils soient suffisamment perfectionnés pour traiter les risques et les sensibilités.

• **S'appuyer sur les organisations locales et les systèmes d'orientation pour atteindre les plus démunis:** La sélection des bénéficiaires peut être soutenue par les systèmes d'orientation mis en place par des organisations disposant d'une présence permanente sur le terrain et qui fournissent souvent des services aux groupes les plus marginalisés et les plus vulnérables dans les zones exposées aux risques. Des processus doivent être établis pour recenser et exploiter les infrastructures de services locales existantes, telles que les centres de santé locaux, les coopératives (pour les travailleurs informels ou les vendeurs ambulants), les organisations d'habitants des bidonvilles et les groupes d'épargne, ou les installations gérées par des ONG, des organisations communautaires, dirigées par des femmes ou confessionnelles.

• **Optimiser les ressources et les données en coordonnant le ciblage urbain et en établissant des partenariats à cet effet:** La coordination avec les organisations disposant d'une présence permanente sur le terrain (collectivités locales et ONG) ainsi qu'avec d'autres organismes intervenant dans la zone urbaine sera cruciale pour faciliter le repérage des zones sensibles ou la triangulation des connaissances sur les communautés et les quartiers. Cela peut également nécessiter une démarche de rassemblement et de plaidoyer, telle que la création de plateformes de gestion de l'échange de connaissances et du partage de données ou l'adhésion à celles-ci. Cela permettra en outre d'optimiser l'utilisation des ressources, en favorisant la complémentarité plutôt que la duplication, et en limitant la collecte de données au minimum requis.

• **Améliorer la communication avec les communautés et leur sensibilisation par des approches mixtes:**

Le PAM peut tirer parti des technologies numériques et de communication disponibles dans les zones urbaines pour renforcer l'engagement communautaire ainsi que la communication relative aux décisions de ciblage et aux mécanismes de rétroaction communautaire. La technologie mobile, la radio et l'internet constituent des canaux importants pour diffuser des messages aux groupes vulnérables et/ou dans les zones urbaines où l'accès humanitaire est limité. Ils doivent être utilisés pour compléter les approches plus traditionnelles telles que les bulletins d'information et les agents de mobilisation. Le recours à divers canaux et approches adaptés à des groupes spécifiques amplifiera les possibilités d'atteindre

les populations les plus marginalisées et garantira leur engagement significatif pour fournir une rétroaction, faire entendre leur voix et l'intégrer dans les mécanismes de redevabilité.



RÉORIENTATION 4: TIRER PARTI DES LIENS ENTRE LES ZONES RURALES ET URBAINES POUR L'EFFICACITÉ ET LA TRANSFORMATION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Des liens solides entre les zones rurales et urbaines favorisent le fonctionnement du système alimentaire. Ils sont donc déterminants pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines, tout en contribuant au développement rural. Ils peuvent générer une croissance économique et des possibilités d'emploi tout au long de la chaîne de valeur, améliorer la disponibilité et le caractère abordable des aliments sains dans les zones urbaines, renforcer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles dans les zones rurales et périurbaines, et contribuer à réduire les pertes après récolte. Ils peuvent également contribuer à raccourcir les chaînes d'approvisionnement, à optimiser la logistique du dernier kilomètre et à limiter au minimum les perturbations afin de consolider les systèmes alimentaires locaux dont dépendent de nombreuses zones urbaines, en particulier en cas de crise.

En revanche, lorsque les liens entre les zones rurales et urbaines sont faibles, les **zones rurales comme urbaines** en pâtissent. Parmi les principaux problèmes, on peut citer des chaînes de valeur faibles ou interrompues et de longues chaînes d'approvisionnement qui perturbent le flux entre la production dans les zones rurales et la consommation dans les villes, ce qui génère des déchets alimentaires et des pertes après récolte. Les liens entre les zones rurales et urbaines peuvent être renforcés de diverses manières, et de nombreux acteurs ont un rôle à jouer à cet égard.

Cette réorientation propose les premiers domaines d'action suivants:

• **Collecter et/ou produire des analyses opérationnelles sur les systèmes alimentaires et les liens entre les zones rurales et urbaines:**

La recherche opérationnelle est essentielle pour éclairer la politique de programme, mobiliser les parties prenantes ainsi qu'améliorer la politique et les efforts de renforcement des capacités. Il s'agit par exemple d'acquérir des connaissances sur la manière dont les marchés et le système alimentaire dans les zones rurales et urbaines influencent le caractère abordable des régimes alimentaires sains, ainsi que sur le rôle du secteur informel dans l'élaboration des systèmes alimentaires dans les zones urbaines.

• **Renforcer la collaboration avec les organismes basés à Rome:** Les approches villes-régions, conçues par la FAO et les villes organisées dans le cadre du Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain, visent à

améliorer l'accès des résidents urbains à une alimentation suffisante, nutritive et sûre, tout en créant des emplois et des possibilités de revenus pour les petits producteurs et les petites entreprises tout au long de la chaîne de valeur. Elles y parviennent grâce à des **réponses stratégiques** intersectorielles, qui favorisent les liens entre les zones rurales et urbaines et facilitent la participation sans exclusive de tous les acteurs des systèmes alimentaires.⁶⁰

- **Améliorer les liens entre la programmation urbaine et les acteurs de la chaîne de valeur** afin de soutenir le renforcement des moyens de subsistance locaux et de créer des perspectives commerciales, notamment pour les petits exploitants agricoles, les détaillants, les distributeurs et les entreprises locales. Les enseignements tirés de ces efforts et leur impact doivent être bien documentés et intégrés dans la conception des programmes futurs, le plaidoyer et le soutien des politiques.

- **Investir davantage d'efforts dans les petites villes et les villes secondaires** (voir encadré 3.1), car celles-ci

jouent un rôle clé dans la transformation des systèmes alimentaires, en raison de leur proximité avec les zones rurales environnantes ou de leur emplacement stratégique au sein des systèmes villes-régions, ce qui en fait des points d'ancrage cruciaux pour les interventions en matière de systèmes alimentaires.

- **Développer notre capacité à participer aux discussions sur le développement territorial et à les influencer**, car celles-ci sont essentielles pour renforcer les liens entre les zones rurales et urbaines et ont donc une incidence sur les systèmes alimentaires. Lorsqu'elles sont associées à un environnement stratégique qui améliore les liens entre les zones rurales et urbaines, les villes peuvent défendre des systèmes de production et de consommation alimentaires durables. Le PAM définira son rôle dans ces efforts en s'engageant de manière plus proactive ainsi qu'en utilisant ses compétences et son mandat pour promouvoir l'inclusion des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les plans et les dialogues relatifs au développement territorial.





RÉORIENTATION 5: INTÉGRER LES EFFORTS DANS LES PROCESSUS DE PLANIFICATION URBAINE ET DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Pour atteindre l'objectif « faim zéro » dans les zones urbaines et accroître sa contribution à un développement urbain inclusif et durable, le PAM doit modifier ses relations et sa collaboration avec les processus de planification urbaine et de développement territorial. Les domaines d'action suivants sont proposés pour soutenir cette évolution. **Le PAM peut accélérer cette réorientation en prenant les mesures suivantes:**

- **Développer les capacités internes et mieux définir sa proposition de valeur pour les processus de développement urbain:** Le PAM doit être plus conscient de la manière dont les villes s'administrent et des instruments réglementaires, spatiaux et de planification existants qui influencent les systèmes alimentaires, la sécurité alimentaire et la nutrition. Cela lui permettra de repérer les principaux points d'ancrage et de déterminer clairement les domaines dans lesquels il peut compléter au mieux les efforts de planification urbaine et de développement territorial afin de produire des effets bénéfiques pour tous sur le plan des résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, ainsi que pour le développement urbain de manière plus générale.
- **Conclure des partenariats avec les acteurs du développement urbain:** Les actions menées dans les zones urbaines seront plus efficaces et auront plus de chances de prendre de l'ampleur et d'avoir un impact à long terme si elles sont intégrées dans les initiatives de planification et de développement urbains dirigées par les collectivités locales ou les agences de développement, notamment en fournissant un soutien technique pour l'intégration des objectifs de sécurité alimentaire et

de nutrition dans des plans à l'échelle de la ville ou du quartier, ou en alignant nos interventions de programme sur les plans et les politiques de développement local.

- **Intégrer et coordonner les efforts dans le cadre du système des Nations Unies:** La stratégie adoptée à l'échelle du système des Nations Unies pour le développement urbain durable encourage le recours à des **approches territoriales et sectorielles intégrées** afin de traiter les dimensions spatiales de la pauvreté et de la marginalisation dans une ville et dans l'ensemble du continuum rural-urbain. Le PAM peut s'appuyer sur cette stratégie ainsi que sur d'autres instruments pour créer des partenariats et une coordination et les mettre à profit dans le cadre de ses efforts dans les zones urbaines.
- **Mettre davantage l'accent sur les habitats informels:** Exemple le plus évident d'inégalité spatiale, les bidonvilles ou les habitats informels sont généralement le lieu où les facteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition s'entrechoquent. En outre, bien qu'ils soient les zones qui ont le plus besoin de services et de gestion des risques de catastrophe, les habitats informels peuvent souvent être exclus des plans normatifs visant à améliorer la durabilité urbaine et à réduire les risques.
- **Mettre davantage l'accent sur les villes secondaires et les petites villes:** Les villes secondaires de moins d'un million d'habitants représentent 59 pour cent de la population urbaine mondiale⁶¹ et accueillent la majeure partie des citadins dans toutes les régions où le PAM intervient. Ces villes connaissent également les taux d'urbanisation les plus élevés, l'expansion urbaine posant des problèmes liés au caractère abordable et approprié du logement, en plus de limiter l'accès aux services de base. Dans le même temps, les villes secondaires et les petites villes représentent à la fois une perspective opérationnelle et stratégique pour plusieurs raisons (*encadré 3.1*), que le PAM peut exploiter afin d'atteindre les populations urbaines les plus vulnérables et de concrétiser sa vision urbaine.

ENCADRÉ 3.1 POSSIBILITÉS OPÉRATIONNELLES ET STRATÉGIQUES OFFERTES PAR LES VILLES SECONDAIRES ET LES PETITES VILLES POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF « FAIM ZÉRO »?

Les villes secondaires et les petites villes jouent un rôle important dans le système alimentaire qui **relie les zones rurales et l'arrière-pays aux grandes villes**. Par exemple, elles accueillent souvent des entreprises de transformation alimentaire, car elles sont plus proches des matières premières, ce qui peut être mis à profit en faveur des efforts de réduction de la pauvreté ainsi que du renforcement des chaînes de valeur et des liens entre les zones rurales et urbaines.⁶² Cela peut générer des avantages pour de multiples domaines de travail du PAM, y compris les systèmes alimentaires et la nutrition.

Les villes secondaires et les petites villes ont tendance à **contribuer davantage à la réduction de la pauvreté que les grandes villes**, en raison de la création de possibilités d'emplois non agricoles pour les pauvres et d'un coût de la vie moins élevé.⁶³ Elles peuvent également jouer un rôle clé en **reliant les zones agricoles rurales déconnectées**⁶⁴ aux produits et services essentiels qui stimuleront la productivité de l'agriculture (services financiers, marchés, etc.).

Malgré les défis auxquels elles sont confrontées, les villes secondaires et les petites villes sont largement négligées au profit des capitales et des grandes villes,⁶⁵ car leur importance politique comme circonscriptions électorales est encore émergente. Elles ont donc davantage besoin d'assistance et de soutien en raison de leurs **capacités institutionnelles limitées et d'un accès moindre aux ressources techniques et financières** par rapport aux mégapoles et aux capitales urbaines. Ces villes bénéficieraient des efforts de renforcement des capacités du PAM ainsi que de son soutien pour promouvoir des liens plus étroits avec les initiatives déployées au niveau national. D'un point de vue opérationnel et logistique, elles constituent également une **échelle plus facile à gérer, avec des densités plus faibles**.

61 Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2019).

62 Banque mondiale, FAO, 2018, p. 29.

63 Ibid.

64 Proctor et Berdegué, 2016.

65 ONU-Habitat, 2022, p. 116.

3.2 Facteurs favorables

La stratégie urbaine s'appuiera sur plusieurs facteurs favorables pour catalyser les efforts du PAM en vue d'éradiquer l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les zones urbaines.

LES PERSONNES ET LA COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE

La communauté de pratique urbaine sera déterminante pour l'engagement du personnel du PAM à tous les niveaux afin d'obtenir les résultats de cette stratégie urbaine. La communauté de pratique est un « nœud » central qui constitue un espace d'intégration des connaissances (orientations programmatiques), des compétences (personnel) et des capacités (qualifications) nécessaires pour mener les interventions du PAM en milieu urbain. La communauté de pratique reliera la vision urbaine du PAM à un réseau de soutien, notamment à travers un réseau de pairs, un système de gestion des connaissances convivial et un comité d'experts externes, afin d'alimenter, d'orienter et de soutenir les interventions du PAM. Elle peut jouer un rôle considérable en facilitant les échanges de connaissances et le partage des enseignements, en exploitant les compétences internes et externes, en améliorant la communication ainsi qu'en encourageant la collaboration entre les unités concernées et le personnel du PAM dans le monde entier qui travaille sur la sécurité alimentaire et la nutrition en milieu urbain.

LA TECHNOLOGIE

Les villes sont l'une des zones les plus stratégiques dans lesquelles le PAM peut se développer comme un partenaire fiable et un pourvoyeur de technologies, de solutions et de conseils opérationnels, en tirant parti de la pléthore de solutions numériques et de fournisseurs souvent présents dans les zones urbaines. Le PAM peut étudier de nouvelles

solutions numériques interopérables permettant de traiter les problèmes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition en milieu urbain, de répondre aux besoins croissants des personnes auxquelles il vient en aide dans les zones urbaines, et inciter d'autres villes à reproduire ces technologies ou à adopter une approche similaire axée sur la technologie. Les efforts visant à déployer des solutions numériques pour les villes stratégiques et exposées aux risques souligneront le principe consistant à ne pas nuire, les principes de participation, de non-discrimination et d'inclusion, ainsi que le droit au respect de la vie privée.

L'INNOVATION

Le PAM peut permettre aux villes et aux acteurs urbains de favoriser durablement les écosystèmes d'innovation locaux dans les zones où les besoins sont les plus importants et où la capacité d'innovation est émergente, ainsi que de renforcer la capacité d'innovation, en interne et au niveau local, en intégrant des produits innovants dans les systèmes administratifs. En raison de leur accès relativement meilleur aux technologies et aux infrastructures, les zones urbaines sont bien placées pour adapter, élaborer, déployer, tester, mettre en œuvre et étendre des innovations technologiques et non technologiques récentes en exploitant les idées et les compétences des parties prenantes urbaines pour trouver des solutions aux difficultés auxquelles sont confrontées leurs propres communautés dans des situations d'urgence ou non. Par l'intermédiaire de son accélérateur d'innovation ainsi que des pôles d'innovation des bureaux régionaux et des bureaux de pays, le PAM peut soutenir, mobiliser et renforcer la capacité d'innovation des acteurs locaux, y compris le secteur privé, les universités, les médias, les collectivités locales et d'autres parties prenantes urbaines, en partenariat avec les acteurs de l'aide humanitaire et du développement intervenant dans les zones urbaines.



Moyens de mise en œuvre

Comme indiqué au **chapitre II, section 2.4**, cette stratégie reconnaît que le milieu urbain n'est pas un domaine de programme distinct, mais un contexte opérationnel dans lequel les différents domaines de travail du PAM peuvent être mis en œuvre aux fins de ses effets directs stratégiques. Ainsi, le cadre stratégique urbain présenté ici, aligné sur le Plan stratégique du PAM, offre un moyen d'intégrer l'urbain dans l'ensemble de l'organisation en utilisant ses structures et systèmes existants, y compris son Plan stratégique pour 2022-2025, à travers ses domaines de programme, les plans de travail régionaux et les plans stratégiques de pays. La stratégie urbaine s'accompagne d'un **plan de lancement global**, disponible séparément, qui comprend des indicateurs cibles permettant de surveiller et d'évaluer la stratégie, ainsi que de suivre et de faciliter son adoption au niveau institutionnel. D'une manière générale, la stratégie sera mise en œuvre par les moyens suivants:

PLANS RÉGIONAUX

Étant donné que les tendances et les défis en matière d'urbanisation varient considérablement selon les régions et les sous-régions dans lesquelles le PAM intervient, les plans régionaux seront cruciaux pour déterminer les objectifs, les approches stratégiques, les dispositions institutionnelles et les programmes spécifiques au contexte pour chacun des six bureaux régionaux du PAM. Ces plans définissent également les capacités et les ressources correspondantes dont les bureaux régionaux ont besoin pour atteindre leurs objectifs respectifs et combler les lacunes détectées. Des approches solides en matière de plaidoyer et de partenariat à plusieurs niveaux seront aussi des éléments essentiels de ces plans régionaux pour permettre aux bureaux régionaux de travailler plus efficacement avec l'écosystème des partenaires urbains régionaux, de mieux fonctionner à grande échelle et d'aider les bureaux de pays à toucher davantage les villes et les populations urbaines qui ont besoin de l'aide du PAM.

PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS

La stratégie urbaine aidera les bureaux de pays du PAM à adopter une approche stratégique des questions urbaines et à se positionner de la manière la plus appropriée en fonction du mandat du PAM, de ses capacités et des besoins du contexte. Le cadre élaboré dans cette stratégie est aligné sur les cinq (5) domaines prioritaires du Plan stratégique du PAM pour 2022-2025 et les alimente directement, en veillant à ce que les interventions urbaines soient correctement intégrées dans les plans stratégiques de pays et répondent aux contextes et priorités respectifs des bureaux de pays.

PRINCIPALES RÉORIENTATIONS DE LA POLITIQUE DE PROGRAMME

Les réorientations clés décrites au chapitre III, section 3.1, proposent cinq domaines concrets dans lesquels nous pouvons améliorer nos capacités internes et renforcer nos approches programmatiques afin de mieux répondre aux défis de la sécurité alimentaire et de la nutrition en milieu urbain. Chaque réorientation clé énumère des mesures concrètes qui peuvent être mises en œuvre par des axes de travail ou des équipes spéciales en collaboration avec la communauté de pratique urbaine, afin d'assurer l'intégration des nouvelles capacités et approches programmatiques dans l'ensemble de l'organisation.



Références

Bren d'Amour et al. (2017) « Future urban land expansion and implications for global croplands », dans « Proceedings of the National Academy of Sciences » (PNAS) 114 (34) 8939-8944.

Campbell, L. (2016) Stepping back: Understanding cities and their systems. Working Paper. Londres: ALNAP/ODI.

Commission européenne – Eurostat, DG Politique régionale et urbaine, OIT, FAO, OCDE, ONU-Habitat, Banque mondiale (2020). A recommendation on the method to delineate cities, urban and rural areas for international statistical comparisons.

FAO [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture]. (2017). The State of Food and Agriculture. Leveraging Food Systems for Inclusive Rural Transformation. Rome. Disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i7658e.pdf>

FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS (2021). L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb4474fr>

GAIN [Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition] (2020). Urban Food Environments in Low- and Middle-Income Countries – Factsheet.

Gentilini, U., Khosla, S. et Almenfi, M. (2021). Cash in the City: Emerging Lessons from Implementing Cash Transfers in Urban Africa. Banque mondiale, Washington, DC. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/35003>

Gerszon Mahler, D., Lakkerr, C., Castaneda Aguilar, R. et Wu (2022). Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty. Blog sur les données de la Banque mondiale.

Goryakin, Y. et M. Suhrcke (2014). « Economic Development, Urbanization, Technological Change, and Overweight: What Do We Learn from 244 Demographic and Health Surveys? » dans « Economics and Human Biology 14 »: 109-127.

Goryakin, Y., T. Lobstein, W. P. T. James et M. Suhrcke. 2015. « The Impact of Economic, Political, and Social Globalization on Overweight and Obesity in the 56 Low and Middle Income Countries. » Social Science and Medicine 133: 67-76.

CPI [Comité permanent interorganisations] (2018). Guidance Note for Coordination in Urban Crises.

CICR [Comité international de la Croix-Rouge] (2015) Services urbains lors de conflits armés prolongés: Pour une redéfinition de l'aide apportée aux populations touchées. Genève.

IFPRI [Institut international de recherche sur les politiques alimentaires] (2017). 2017 Global Food Policy Report. Washington, DC: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. <https://doi.org/10.2499/9780896292529>

OIT [Organisation internationale du travail] (2017). Global employment trends for youth. Paths to a better working future.

Kirbyshire, A. et al. (2017). Mass Displacement and the Challenge for Urban Resilience, Working Paper, Londres: Overseas Development Institute (ODI).

McCallin, B. et Scherer, I. (2015). Urban Informal Settlers Displaced by Disasters: Challenges to Housing Responses, Genève: Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC).

Mitlin, D. et Patel, S. (2014). The Urban Poor and Strategies for a Pro-Poor Politics: Reflections on Shack/Slum Dwellers International, in S. Parnell et S. Oldfield (éd.), The Routledge Handbook on Cities of the Global South, Londres: Routledge

MQSUN [Maximising the Quality of Scaling Up Nutrition Programmes Framework] (2016). Addressing Overweight and Obesity in Low- and Middle-Income Countries 2016. Seattle, WA, États-Unis: PATH.

Proctor, F. et Berdegúé, J. (2016) Food systems at the rural-urban interface. Working Paper series N° 194.

Satterthwaite, D., Mitlin, D. et Patel, S. (2011). Engaging with the Urban Poor and their Organizations for Poverty Reduction and Urban Governance, New York NY: Programme des Nations Unies pour le développement.

te Lintelo, D. et al. (2021). Synthesising Evidence on Urban Food Security and Nutrition Programming (synthèse de données probantes internes pour le PAM).

Nations Unies (2017). [Nouveau Programme pour les villes.](#)

Nations Unies (2019). Stratégie à l'échelle du système des Nations Unies sur le développement urbain durable. CEB/2019/4/Add.4

DESA de l'ONU [Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population] (2019). World Urbanization Prospects: The 2018 Revision (ST/ESA/SER.A/420). New York: Nations Unies.

DESA de l'ONU (2020). World Social Report: Inequality in a Rapidly Changing World. New York: Nations Unies.

ONU-Habitat [Programme des Nations Unies pour les établissements humains] (2020a). Global Indicators Database.

ONU-Habitat (2020b). World Cities Report 2020. The Value of Sustainable Urbanization.

ONU-Habitat (2022). World Cities Report 2022. Envisaging the Future of Cities.

HCR [Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés] (2019). Global trends: Forced Displacement in 2018.

HCR (2020). Global trends: Forced Displacement in 2019.

Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (2015). Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction 2015.

PAM (2020). Politique du PAM en matière de protection et d'obligation redditionnelle. WFP/EB.2/2020/4-A/1/Rev.2

PAM (2021a). Stratégie d'engagement communautaire à des fins de redevabilité envers les personnes affectées pour 2021-2026.

PAM (2021b). Stratégie du Programme alimentaire mondial en matière de soutien à la protection sociale.

PAM et gFSC (2017). Adapting to an Urban World Phase II, Assessment Design in Urban Areas - Expert Consultations, Rome: Programme alimentaire mondial et Groupe mondial de la sécurité alimentaire.

OMS [Organisation mondiale de la santé] (2008). Safer water, better health: Costs, benefits and sustainability of interventions to protect and promote health. Disponible en ligne à l'adresse http://whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789241596435_eng.pdf

OMS et UNICEF (2021). Progress on household drinking water, sanitation and hygiene, 2000-2020. Five years into the SDGs.

Banque mondiale (2020). Poverty and Shared Prosperity 2020: Reversals of Fortune. Washington, DC: Banque mondiale, doi: 10.1596/978-1-4648-1602-4.

Banque mondiale et FAO (2018). Food systems for an urbanizing world.

Zetter, R. et Deikun, G. (2011). « A New Strategy for Meeting Humanitarian Challenges in Urban Areas », Forced Migration Review 38: 1-55.

Sigles

AAP	Redevabilité envers les personnes affectées
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
CCA	Analyse commune de pays
CFM	Mécanisme de rétroaction communautaire
CO	Bureau de pays
CoP	Communauté de pratique
DRM	Gestion des risques de catastrophe
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FFA	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FFT	Aide alimentaire pour la formation (Food for Training)
FNG	Comblant l'écart nutritif
GES	Gaz à effet de serre
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HLP	Logement, terres et propriété
HQ	Siège
HRP	Plan d'aide humanitaire
IDP	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
IFI	Institutions financières internationales
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
NUA	Nouveau Programme pour les villes
ODD	Objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OUN-Habitat	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
PAM	Programme alimentaire mondial
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
POS	Procédure opérationnelle standard
PRITI	Pays à revenu intermédiaire inférieur
PSEA	Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
RB	Bureau régional
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SAMS	Soutien au marché des petits agriculteurs
SBCC	Communication pour le changement social et comportemental
SBC	Changement social et comportemental
SDI	Slum/Shack Dwellers International
SO	Effet direct stratégique
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UCLG	Cités et gouvernements locaux unis
UNCT	Équipe de pays des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNSDCF	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
WASH	Eau, assainissement et hygiène
WIEGO	Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing

Crédits photographiques

Photo de couverture: PAM/Josh Estey
Photo page 2: Shutterstock/Drop of Light
Photo page 4: PAM/Kaung Htet Linn
Photo page 6: CIFOR/Olliver Girard
Photo page 11: PAM/Josh Estey
Photo page 13: PAM/Annabel Symington
Photo page 14: PAM/Samantha Reinders
Photo page 19: PAM/Arianna Francioni
Photo page 31: PAM/Andrea Oyuela
Photo page 33: PAM/Arete/Arlette Bashizi
Photo page 35: PAM/Hussam Al Saleh

Photo page 36: PAM/Sayed Asif Mahmud
Photo page 39: PAM/Arianna Francioni
Photo page 42: AFP
Photo page 44: PAM/Mustapha Bribi
Photo page 45: PAM/Marwa Awad
Photo page 50: PAM/Sayed Asif Mahmud





**PROGRAMMATION DANS LES ZONES URBAINES,
UNITÉ « URGENCES ET TRANSITIONS » (PRO-P)**

Programme alimentaire mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70,
00148 Rome, Italie - T +39 06 65131

wfp.org